

ASSEMBLEE DE CORSE

DELIBERATION N° 09/169 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE HABILITANT LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF A SIGNER DEUX CONVENTIONS DANS LE CADRE DU PROJET « INNOLABS »

SEANCE DU 20 JUILLET 2009

L'An deux mille neuf et le vingt juillet, l'Assemblée de Corse régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Camille de ROCCA SERRA, Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

ALBERTINI-COLONNA Nicolette, ALESSANDRINI Alexandre, ALIBERTINI Rose, ALLEGRINI-SIMONETTI Jean-Joseph, ALLEGRINI-SIMONETTI Marie-Dominique, ANGELINI Jean-Christophe, BIANCARELLI Gaby, BUCCHINI Dominique, BURESI Babette, CASTELLANI Pascaline, CECCALDI Pierre-Philippe, CHAUBON Pierre, COLONNA Christine, COLONNA-VELLUTINI Dorothee, DELHOM Marielle, DOMINICI François, FILIPPI Geneviève, GALLETTI José, GUERRINI Christine, LUCIANI-PADOVANI Hélène, MARCHIONI François-Xavier, MATTEI-FAZI Joselyne, MONDOLONI Jean-Martin, MOSCONI Marie-Jeanne, MOZZICONACCI Madeleine, NIVAGGIONI Nadine, OTTAVI Antoine, PIERI Vanina, PROSPERI Rose-Marie, RICCI-VERSINI Etienne, RISTERUCCI Josette, de ROCCA SERRA Camille, SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette, SCIARETTI Véronique, SCOTTO Monika, SIMEONI Edmond, SISCO Henri, STEFANI Michel, TALAMONI Jean-Guy, VERSINI Sauveur

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

M. ALBERTINI Jean-Louis à M. de ROCCA SERRA Camille
Mme ANGELI Corinne à Mme SCOTTO Monika
M. BIANCUCCI Jean à M. ANGELINI Jean-Christophe
Mme BIZZARI-GHERARDI Pascale à M. MONDOLONI Jean-Martin
Mme GORI Christiane à Mme BIANCARELLI Gaby
Mme GUIDICELLI Maria à M. BUCCHINI Dominique
Mme NATALI Anne-Marie à Mme RICCI-VERSINI Etienne
M. PANUNZI Jean-Jacques à Mme MATTEI-FAZI Joselyne
Mme RICCI Annie à Mme GUERRINI Christine

ETAIT ABSENT :

M. GUAZZELLI Jean-Claude.

L'ASSEMBLEE DE CORSE

VU la décision n° C(2007) 5489 de la Commission Européenne du 16 novembre 2007 relative au programme de coopération Italie-France

Maritime 2007-2013 qui précise les règles d'organisation auxquelles il convient de se référer,

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU** la loi n° 82/213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU** la loi n° 83/663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83/8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,
- VU** la loi n° 86/16 du 6 janvier 1986 relative à l'organisation des régions et portant modification des dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux,
- VU** la loi n° 86/972 du 19 août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales,
- VU** la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse,
- VU** le décret du 3 mai 2002,
- VU** la délibération n° 07/132 AC de l'Assemblée de Corse du 26 juillet 2007 approuvant le programme de coopération Italie-France Maritime 2007-2013 et autorisant le Président du Conseil Exécutif à signer les conventions relatives au programme,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- APRES** avis de la Commission des Finances, de la Planification et des Affaires Européennes,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE PREMIER :

APPROUVE le projet «INNOLABS-Laboratoires de gouvernance pour l'innovation et le développement local soutenable» *Programme Italie France Maritime 2007-2013 Corse- Ligurie-Sardaigne-Toscane-Axe 2* ; ses caractéristiques et ses données financières.

ARTICLE 2 :

AUTORISE le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer les deux conventions relatives au projet INNOLABS :

- la convention Interpartenariale entre les partenaires participants au projet « **INNOLABS-Laboratoires de gouvernance pour l'innovation et le développement local soutenable** ».

- la Convention entre l'Autorité de Gestion Unique (Région Toscane) et le chef de file (Collectivité Territoriale de Corse), du projet « **INNOLABS-Laboratoires de gouvernance pour l'innovation et le développement local soutenable** ».

ARTICLE 3 :

La présente délibération qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

AJACCIO, le 20 juillet 2009

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Camille de ROCCA SERRA

ANNEXES

| |
|---|
| <p>RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE</p> |
|---|

OBJET : Habilitation du Président du Conseil Exécutif de Corse à signer deux conventions relatives au projet « **INNOLABS-Laboratoires de gouvernance pour l'innovation et le développement local soutenable**» *Programme Italie France Maritime 2007-2013 Corse- Ligurie-Sardaigne-Toscane-Axe 2*

Le présent rapport a pour objet d'habiliter le Président du Conseil Exécutif à signer les conventions relatives au projet INNOLABS :

- la convention Inter partenariale organisant les relations et le partenariat entre La Collectivité territoriale de Corse (chef de file), les régions Ligurie et Toscane, la province de Sassari et L'Université de Pise partenaires du projet.
- la Convention entre l'Autorité de Gestion Unique (Région Toscane) et le chef de file (Collectivité Territoriale de Corse), organisant les dispositions financières et administratives du projet.

Présentation du Projet

Partenariat

Partenaire 1 - et chef de file : Collectivité Territoriale de Corse - Direction des Affaires Europeennes et de la Coopération

Partenaire 2 - Région TOSCANE -

Partenaire 3 - Région LIGURIE -

Partenaire 4 - Province de SASSARI -

Partenaire 5 - Département de Sciences Politiques et sociales - Université de Pise -

Objectif du projet :

Le projet « INNOLABS » propose le développement de modèles innovants de gouvernance locale en vue de la mise en œuvre des politiques territoriales. Les partenaires du projet couvrent la presque totalité de l'espace transfrontalier à travers l'implication de la Collectivité Territoriale de Corse, de la Région Toscane, de la Région de Ligurie, de la Province de Sassari et de l'Université de Pise.

L'objectif général du projet est de favoriser le développement socio-économique des territoires en encourageant la mise en œuvre de stratégies innovantes.

Principales actions envisagées :

- mise en place de laboratoires d'innovation territoriaux,
- recensement des besoins et des bonnes pratiques de la zone,
- identification de systèmes innovants pour le monitoring et l'évaluation des politiques territoriales,
- élaboration de modèles interprétatifs de niveau stratégique,
- développement de systèmes de partage des applications territoriales,
- définition d'une matrice de qualité des projets de développement local,
- élaboration d'une base de données dynamique géo référencées,

- réalisation d'actions pilotes et de qualifications des ressources humaines intervenant dans les activités de développement local.

Calendrier de réalisation :

Le projet a démarré le 7 avril 2009 et se terminera le 7 décembre 2011, il aura une durée de 32 mois.

Coût du Projet :

Le projet dans son ensemble s'élève à 2 205 090 € dont 600 000 € pour la Collectivité Territoriale de Corse.

Il est financé à hauteur de 75 % par le FEDER et à hauteur de 25 % de contrepartie CTC constituée par les salaires des agents de la DAEC (chef de projet et collaborateurs).

PLAN DE FINANCEMENT

| Partenaires | Budget Total | Contribution FEDER | Contrepartie nationale |
|----------------------------|---------------------|---------------------------|-------------------------------|
| CTC | 600 000,00 | 450 000,00 | 150 000,00 |
| Région Toscane | 470 090,00 | 352 567,50 | 117 522,50 |
| Région Ligurie | 4466 800,00 | 350 100,00 | 116 700,00 |
| Province de Sassari | 470 000,00 | 352 500,00 | 117 500,00 |
| Université de Pise | 198 200,00 | 148 650,00 | 49 550,00 |
| TOTAL | 2 205 090,00 | 1 653 817,50 | 551 272,50 |

Ce dispositif conventionnel est conforme aux documents de mise en œuvre du programme opérationnel Italie-France Maritime 2007-2013 approuvé par délibération de l'Assemblée de Corse n° 07/132 du 26 juillet 2007



MARITTIMO - IT FR - MARITIME

TOSCANA - LIGURIA - SARDEGNA - CORSE

CONVENTION
INTERPARTENARIALE

pour la réalisation du Projet
intitulé :

**« PROJET INNOLABS
*Laboratoires de gouvernance pour
l'innovation et le développement local
soutenable* »**

CONVENZIONE
INTERPARTENARIALE

per la realizzazione del Progetto
denominato :

**« PROGETTO INNOLABS
*Laboratori di governance per
l'innovazione e lo sviluppo locale
sostenibile* »**

CONSIDERANT la candidature du Projet **INNOLABS Laboratoires de gouvernance pour l'innovation et le développement local soutenable** présentée à valoir sur le I Appel à Projets Simples du 14 mai 2008 ;

VUS les Décrets du Dirigeant du Secteur des Activités Internationales n° 6642 du 31.12.2008 et n° 1062 du 9.03.2009, qui prennent acte de la décision du Comité Directeur du Programme, réuni à Livourne le 17/12/2008, d'approuver le Classement des Projets évalués dans le cadre du I Appel à Projets Simples du 14 mai 2008 ;

CONSIDERANT qu'à la suite de cette décision, le Projet **INNOLABS Laboratoires de gouvernance pour l'innovation et le développement local soutenable** est parmi les Projets admis au financement ;

VUS les Règlements communautaires et modifications successives concernant les interventions des Fonds structurels :

- Règlement (CE) N° 1080/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif au Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) ;
- Règlement (CE) N° 1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 relatif au FEDER, au FSE et au Fonds de cohésion ;
- Règlement (CE) N° 1828/2006 du 8 décembre 2006 de la Commission établissant les modalités d'exécution du Règlement N° 1083/2006 ;

VUE la Directive 2004/17/CE du Parlement européen et du Conseil, du 31 mars 2004, portant sur la coordination des procédures de passation des marchés, dans le secteur de l'eau et de l'énergie, des organismes qui fournissent des services de transport et des services postaux et successives modifications ;

VUE la Directive 2004/18/CE du Parlement

CONSIDERATA la candidatura del Progetto **INNOLABS Laboratori di governanza per l'innovazione e lo sviluppo locale sostenibile** presentata a valere sul I Bando per Progetti Semplici del 14 maggio 2008 ;

VISTI i Decreti Dirigenziali del Settore Attività Internazionali n° 6642 del 31.12.2008 e n° 1062 del 9.03.2009, che prendono atto della decisione del Comitato Direttivo del Programma, riunitosi a Livorno il 17/12/2008, di approvazione della Graduatoria dei Progetti valutati nell'ambito del I Bando per Progetti Semplici del 14 maggio 2008 ;

CONSIDERATO che a seguito di tale decisione, il Progetto **INNOLABS Laboratori di governanza per l'innovazione e lo sviluppo locale sostenibile** risulta fra i progetti ammessi a finanziamento ;

VISTI i Regolamenti comunitari e successive modifiche che disciplinano gli interventi dei Fondi strutturali :

- Regolamento (CE) N° 1080/2006 del Parlamento Europeo e del Consiglio del 5 luglio 2006 relativo al Fondo Europeo di Sviluppo Regionale (FESR) ;
- Regolamento (CE) N° 1083/2006 del Consiglio dell'11 luglio 2006 relativo al FESR, FSE e Fondo di coesione ;
- Regolamento (CE) N° 1828/2006 dell' 8 dicembre 2006 della Commissione che stabilisce le modalità di esecuzione del Regolamento N° 1083/2006 ;

VISTA la Direttiva 2004/17/CE del Parlamento europeo e del Consiglio, del 31 marzo 2004, che coordina le procedure di appalto degli enti erogatori di acqua e di energia, degli enti che forniscono servizi di trasporto e servizi postali e successive modifiche ;

VISTA la Direttiva 2004/18/CE del Parlamento europeo e del Consiglio, del 31

européen et du Conseil, du 31 mars 2004, relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et successives modifications ;

VU le Règlement (CE) N° 1564/2005 de la Commission, du 7 septembre 2005 établissant les formulaires standard pour la publication d'avis dans le cadre des procédures de passation des marchés publics conformément aux directives du Parlement européen et du Conseil 2004/17/CE et 2004/18/CE et successives modifications ;

VU le Traité instituant la CE - Titre VI Chapitre I «Règles de concurrence» et les articles 87- 89 «Aides accordées par les Etats» ;

VU le DPR 3 octobre 2008 n° 196 Règlement d'exécution du Règ. CE N° 1083/2006 portant dispositions générales sur le FEDER, FSE et Fonds de Cohésion ;

VU le Décret du Premier Ministre de la République Française n° 2007-2013 du 3 septembre 2007 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des Programmes cofinancés par le Fonds structurels pour la période 2007-2013 ;

VU le Programme Opérationnel Italie-France "Maritime" 2007-2013 approuvé par la Commission européenne le 16/11/2007 avec la décision C (2007) 5489 ;

VUS le Guide de mise en œuvre et le Manuel de l'utilisateur adoptés par le Comité de Suivi le 5 février 2008 et modifications successives ;

ENTRE

Partenaire 1 - La **Collectivité Territoriale de Corse** - 22 cours Grandval - BP 215 - 20187 Ajaccio cedex, représenté par **Monsieur Ange SANTINI**, en qualité de Président du Conseil Exécutif, appelé par la

marzo 2004, relativa al coordinamento delle procedure di aggiudicazione degli appalti pubblici di lavori, di forniture e di servizi e successive modifiche ;

VISTO il Regolamento (CE) N° 1564/2005 della Commissione, del 7 settembre 2005 che stabilisce modelli di formulari per la pubblicazione di bandi e avvisi relativi a procedure di aggiudicazione degli appalti pubblici conformemente alle direttive del Parlamento europeo e del Consiglio 2004/17/CE e 2004/18/CE e successive modifiche ;

VISTO il Trattato istitutivo della CE - Titolo VI Capo I "Regole di concorrenza" e gli articoli 87-89 "Aiuti concessi dagli Stati" ;

VISTO il DPR 3 ottobre 2008 n° 196 Regolamento di esecuzione del Reg. CE N° 1083/2006 recante disposizioni generali sul FESR, FSE e Fondo di Coesione ;

VISTO il Decreto del I Ministro francese n° 2007-1303 del 3 settembre 2007 recante le disposizioni nazionali di eleggibilità delle spese dei Programmi cofinanziati dai Fondi strutturali per il Periodo 2007-2013 ;

VISTO il Programma Operativo Italia-Francia "Marittimo" 2007-2013 approvato dalla Commissione europea il 16/11/2007 con decisione C (2007) 5489 ;

VISTI la Guida per l'attuazione e il Manuale per l'Utente adottati dal Comitato di Sorveglianza il 5 février 2008 e successive modifiche ;

TRA

Partner - La **Collettività Territoriale di Corsica** - 22 cours Grandval - BP 215 - 20187 Ajaccio cedex, rappresentato dal **Signor Ange SANTINI**, in qualità di Presidente del Consiglio Esecutivo, in seguito denominato CF,

E

suite Chef de file (CF),

ET

Partenaire 2 - La Région TOSCANE – via Cavour 18, 50129 Firenze, représenté par **<Monsieur ou Madame _____>**, en qualité de *<fonction>*, appelé par la suite Partenaire 2,

ET

Partenaire 3 - La Région LIGURIE - Piazza de Ferrari 1,16121 Gênes, représenté par **Madame Laura CANALE**, en qualité de Directeur des Affaires Européennes, appelé par la suite Partenaire 3,

ET

Partenaire 4 - La Province de SASSARI - Piazza d'Italie 31, Sassari, représenté par **Monsieur Alessandra GIUDICI**, en qualité de Président, appelé par la suite Partenaire 4,

ET

Partenaire 5 - Département de Sciences Politiques et Sociales - Université de Pise - via Serafini 3- 56126 Pise, représenté par **Monsieur Paolo NELLO**, en qualité de directeur du Département de Sciences Politiques et Sociales , appelé par la suite Partenaire 5,

IL EST CONVENU ET ADOPTE CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la Convention

1. La présente Convention définit les modalités de coopération entre les signataires, les Partenaires du Projet, et les responsabilités respectives pour la réalisation du Projet dénommé : « **INNOLABS Laboratoires de gouvernance pour l'innovation et le développement local soutenable** ».

2. Les documents suivants figurants en annexe sont partie intégrante de la

Partner 2- Regione TOSCANE - via Cavour 18 , 50129 Firenze, rappresentato dal **<Signor o Signora _____>**, in qualità di *<funzione>*, in seguito denominato Partner 2,

E

Partenaire 3 - Regione LIGURIA Piazza de Ferrari 1,16121 Gênes, rappresentato dal **Signora Laura CANALE**, in qualità di Direttore de gli Affari Europei, in seguito denominato Partner 3,

E

Partenaire 4 - Provincia di SASSARI - Piazza d'Italie 31, Sassari, rappresentato dal **Signor Alessandra GIUDICI**, in qualità di Presidente, in seguito denominato Partner 4,

E

Partenaire 5 - Dipartimento di Scienza Politiche e Sociali-Università di Pisa - via Serafini 3 - 56126 Pise rappresentato dal **Signor Paolo NELLO** , in qualità di Direttore di Dipartimento di Scienza Politiche e Sociali , in seguito denominato Partner 5,

SI CONVIENE E SI STIPULA QUANTO SEGUE :

Articolo 1 - Oggetto della Convenzione

1. La presente convenzione definisce le modalità di cooperazione tra le parti firmatarie, partner di Progetto, e le rispettive responsabilità per la realizzazione del Progetto denominato : « **INNOLABS Laboratori di governance per l'innovazione e lo sviluppo locale sostenibile**».

2. Costituiscono parte integrante della presente Convenzione i seguenti documenti uniti in allegato, che costituiranno la Cartella di Progetto :

1. Scheda progettuale,
2. Lettere di cofinanziamento di ogni

Convention et formeront le Dossier de Projet :

1. Fiche Projet,
2. Lettres de cofinancement en original, de chaque Partenaire,
3. Lettres d'intention en original, de chaque Partenaire, Déclarations sur l'honneur, en original, de chaque Partenaire attestant que la contribution se situe en dehors des régimes d'aide et *de minimis*
4. Déclarations sur l'honneur en original, de chaque partenaire attestant la qualification de représentant légal du Chef de file,
5. Plan Détaillé des Activités,
6. tout ce qui est convenu successivement avec l'Autorité de Gestion Unique (AGU) et entre celle-ci et la Commission européenne quant aux procédures à valoir sur les systèmes de gestion et de contrôle du Programme.

Article 2 - Durée

1. La présente Convention est valable à partir de la date de signature jusqu'à la date du solde final au Programme de la part de la Commission.

Article 3 - Obligations et responsabilités du Chef de file

1. Les partenaires désignent d'un commun accord la **Collectivité Territoriale de Corse** comme Chef de file (CF) du Projet qui :

- a) coordonne les partenaires signataires de la présente Convention lors de la réalisation du Projet qui fait l'objet de cette Convention ;
- b) signe la Convention entre l' AGU et le CF à valoir sur le Projet qui fait l'objet de cette Convention ;
- c) communique à l'AGU la date du début du Projet ;
- d) assure que les activités soient réalisées selon les modalités et les délais prévus par la Fiche Projet et le Plain Détaillé des Activités ;
- e) assure la conformité de l'exécution

- Partner, in originale,
3. Lettere d'intenti di ogni Partner, in originale,
4. Autodichiarazioni di ogni Partner attestanti l'inquadramento del contributo al di fuori dei regimi d'aiuto e *de minimis*, in originale,
5. Autodichiarazione attestante la qualifica di legale rappresentante del CF, in originale,
6. Piano di Dettaglio delle Attività,
7. quanto successivamente concordato con l'Autorità di Gestione Unica (AGU) e da questa con la Commissione europea in ordine alle procedure a valere sui sistemi di gestione e controllo del Programma.

Articolo 2 - Durata

1. La presente convenzione è valida a partire dalla data di sottoscrizione. La sua validità si estende fino alla data di erogazione del saldo finale al Programma da parte della Commissione.

Articolo 3 - Obblighi e responsabilità del Capofila

1. I partner designano di comune accordo **Collettività Territoriale di Corsica** quale Capofila (CF) di Progetto che :

- a) coordina i partner firmatari della presente Convenzione in ordine alla realizzazione del Progetto oggetto della medesima ;
- b) firma la Convenzione tra AGU e CF a valere sul Progetto oggetto della presente Convenzione ;
- c) comunica all'AGU la data di avvio del Progetto ;
- d) assicura che le attività siano realizzate secondo le modalità e i tempi previsti dalla Scheda progettuale e dal Piano di Dettaglio delle Attività ;
- e) assicura la buona esecuzione dell'intera operazione in termini di realizzazione procedurale, fisica e finanziaria ;
- f) è responsabile della sana gestione finanziaria del Progetto nei confronti dell'AGU ;

- de toute l'opération du point de vue physique, financier et au niveau des procédures ;
- f) est responsable pour la bonne gestion financière du Projet vis-à-vis de l'AGU ;
- g) est le seul interlocuteur dans les relations avec l'AGU, l'Autorité Unique de Certification (ACU) et l'Autorité d'Audit Unique (AAU) ;
- h) répond, en sa qualité d'interlocuteur unique pour tous les partenaires, aux demandes d'information et/ou de modification de l'AGU notamment pour ce qui concerne les données et les éléments concernant l'avancement physique, administratif et financier, nécessaires pour la mise en oeuvre du système de suivi ;
- i) assure le respect des normes communautaires, nationales et régionales concernant l'éligibilité des dépenses, la passation de marchés publics, les règles de concurrence, la protection de l'environnement, les égalités des chances, l'information et la publicité ;
- j) utilise un système de comptabilité séparée ou bien une codification comptable appropriée pour toutes les transactions concernant l'opération ; assure, par le biais d'une déclaration signée sous la responsabilité de chacun des partenaires, que le partenariat adopte un système de comptabilité séparée ou bien une codification comptable appropriée pour toutes les transactions concernant l'opération ;
- k) conserve et rend disponible sur demande de la Commission européenne, de l'AGU et de tout autre organisme ayant droit, toute la documentation concernant la mise en oeuvre du Projet pendant une période d'au moins trois années après le versement du solde conformément à l'art. 90 du Rég. (CE) N° 1083/2006 ;
- l) coopère pendant les phases de contrôle effectuées par les
- g) è unique referente nei rapporti con l'AGU, l'Autorità di Certificazione Unica (ACU) e l'Autorità di Audit Unica (AAU) ;
- h) risponde, in qualità di referente unico per tutti i partner, alle richieste di informazioni e/o di modifiche dell'AGU con particolare riferimento ai dati ed agli elementi inerenti l'avanzamento fisico, amministrativo e finanziario, necessari all'implementazione del sistema di monitoraggio ;
- i) assicura il rispetto delle normative comunitarie, nazionali e regionali rilevanti in materia di ammissibilità delle spese, procedure di evidenza pubblica, appalti pubblici, concorrenza, protezione dell'ambiente, pari opportunità, informazione e pubblicità ;
- j) utilizza un sistema di contabilità separata o una codificazione contabile adeguata per tutte le transazioni relative all'operazione; garantisce, attraverso una dichiarazione sottoscritta da ciascun partner, che il partenariato adotti un sistema di contabilità separata o una codificazione contabile adeguata per tutte le transazioni relative all'operazione ;
- k) conserva e rende disponibile su richiesta della Commissione europea, dell'AGU e di qualsiasi organismo che ne abbia diritto, tutta la documentazione relativa all'attuazione del Progetto per un periodo di almeno tre anni successivo all'erogazione del saldo ai sensi dell'art. 90 del Reg. (CE) N° 1083/2006 ;
- l) coopera durante le fasi di controllo esperite dagli organismi di controllo e di certificazione di primo livello, dall'AGU, dall'ACU, dall'AAU e dai servizi comunitari competenti nonché da qualsiasi organismo che ne abbia diritto accettandone le conseguenze ;
- m)riceve il versamento del contributo
-

- organismes de contrôle et de certification de premier niveau, de l'AGU, de l'ACU, de l'AAU et des services communautaires compétents et de la part de tout autre organisme autorisé, en acceptant les conséquences ;
- m) reçoit le versement de la contribution publique communautaire (FEDER) et verse aux autres partenaires leurs parts respectives de la contribution, intégralement dans les délais les plus brefs, et de toute manière dans les 45 jours sauf impossibilité attestée de respecter ces délais ;
- n) communique à l'AGU la réception du versement des contributions en spécifiant la Demande Unique de Remboursement (DUR) en question ;
- o) élabore et transmet les rapports ordinaires et d'éventuels rapports extraordinaires de suivi selon les modalités et les délais requis par l'AGU ;
- p) adopte le Système Informatisé de Gestion, Suivi, Comptabilité et Contrôle du Programme, en se dotant des outils nécessaires et en assure l'adoption de la part du partenariat; si un ou plusieurs partenaires sont objectivement dans l'impossibilité de le faire, il s'occupera à leur place de l'alimentation du Système Informatisé de Gestion, Suivi, Comptabilité et Contrôle du Programme ;
- q) collationne la documentation comptable venant des partenaires dans le but de préparer les DUR ;
- r) coopère avec les organismes de gestion du Programme pour perfectionner la documentation comptable en cas de demande d'intégration et/ou de rectification des demandes de remboursement ;
- s) prépare les DUR et les transmet à l'AGU comme prévu par la procédure de comptabilité du Programme ;
- t) vérifie la validation, de la part des contrôleurs, des dépenses déclarées par les bénéficiaires qui participent à publico comunitario (FESR) ed eroga agli altri partner le rispettive quote di contributo, integralmente e senza indugio, comunque non oltre 45 giorni salvo comprovate impossibilità di adempiere ;
- n) comunica all'AGU l'avvenuta ricezione del versamento dei contributi specificandone la Domanda Unica di Rimborso (DUR) di riferimento ;
- o) elabora e trasmette i rapporti ordinari ed eventuali rapporti straordinari di monitoraggio nei tempi e nei modi richiesti dall'AGU ;
- p) adotta il Sistema Informatico di Gestione, Monitoraggio, Rendicontazione e Controllo del Programma dotandosi della strumentazione necessaria e ne assicura l'adozione da parte del partenariato; qualora uno o più partner siano oggettivamente impossibilitati, provvede all'alimentazione del Sistema Informatico di Gestione, Monitoraggio, Rendicontazione e Controllo del Programma per loro conto ;
- q) collaziona la documentazione contabile proveniente dai partner finalizzata alla predisposizione delle DUR ;
- r) coopera con gli organismi preposti alla gestione del Programma al fine di perfezionare la documentazione contabile in caso di richiesta di integrazione e/o rettifica delle domande di rimborso ;
- s) predispose le DUR e le trasmette all'AGU così come previsto dalle procedure di rendicontazione del Programma ;
- t) verifica la convalida, da parte dei controllori, delle spese dichiarate dai beneficiari che partecipano all'operazione ;
- u) controlla la conformità delle spese in ordine alle norme di ammissibilità delle stesse ed in ordine alle attività previste dal Progetto e rettifica i
-

- l'opération ;
- u) contrôle la conformité des dépenses avec les normes d'admission des dépenses et avec les activités prévues par le Projet et rectifie les comptes-rendus financiers des partenaires, si nécessaire, en s'assurant la responsabilité financière ;
 - v) assure que les dépenses déclarées par les bénéficiaires qui participent à l'opération ont été effectuées pour atteindre les objectifs prévus par l'opération ;
 - w) déclare que les activités réalisées et comptabilisées par lui même pendant la mise en œuvre du Projet ne représentent pas un double emploi de travaux déjà exécutés, n'ont pas bénéficié et ne bénéficient pas d'autres financements publics et que ces activités constituent des solutions innovantes ;
 - x) garantit, par le biais d'une déclaration soussignée sous la responsabilité de chacun des partenaires du projet, que les activités réalisées par le partenariat pendant la mise en œuvre du Projet ne représentent un double emploi de travaux déjà exécutés, n'ont pas bénéficié et ne bénéficient pas d'autres financements publics à valoir sur les mêmes activités et que ces activités constituent des solutions innovantes ;
 - y) Complete les procédures de dégageant automatique sur demande de l'AGU en procédant aux modifications nécessaires du budget ;
 - z) est responsable pour les procédures de recouvrement des montants indûment versés aux bénéficiaires ;
 - aa) en cas d'irrégularité il assume la responsabilité de la déclaration inhérente aux dépenses soutenues et il s'engage à rembourser à l'ACU les sommes indûment perçues, conformément à la documentation du Programme au sens de l'article 17 du Reg. (CE) N° 1080/2006.
- rendiconti dei partner, ove necessario, recandone la responsabilità finanziaria ;
 - v) assicura che le spese dichiarate dai beneficiari che partecipano all'operazione siano state sostenute per il perseguimento degli obiettivi previsti dall'operazione ;
 - w) dichiara che le attività realizzate e contabilizzate da lui medesimo durante la messa in opera del progetto non costituiscono duplicazione di lavori già eseguiti, non hanno beneficiato e non beneficiano di altri finanziamenti pubblici e che dette attività costituiscono soluzioni innovative ;
 - x) garantisce, attraverso una dichiarazione sottoscritta da ciascun partner del progetto, che le attività realizzate dal partenariato durante la messa in opera del Progetto non costituiscono duplicazione di lavori già eseguiti, non hanno beneficiato e non beneficiano di altri finanziamenti pubblici a valere sulle medesime attività e che dette attività costituiscono soluzioni innovative ;
 - y) perfeziona le procedure di disimpegno automatico dietro richiesta dell'AGU operando le necessarie rimodulazioni di budget;
 - z) è responsabile delle procedure di recupero degli importi indebitamente versati ai beneficiari ;
 - aa) in caso di irregolarità si assume la responsabilità della dichiarazione rilasciata in ordine alle spese da esso sostenute e si obbliga a riversare all'ACU quanto indebitamente ricevuto in conformità a quanto previsto dalla documentazione del Programma ai sensi dell'art. 17 del Reg. (CE) N° 1080/2006.

Articolo 4 - Obblighi e responsabilità degli altri partner del Progetto

1. I partner dando mandato al CF del coordinamento tecnico e amministrativo del Progetto :

Article 4 - Obligations et responsabilités des autres partenaires du Projet

1. En donnant mandat au CF pour la coordination technique et administrative du Projet, les partenaires :

- a) réalisent leurs activités respectives selon les modalités et les délais prévus par la Fiche Projet et le Plan Détaillé des Activités, dans le respect du budget prévu ;
- b) assurent la conformité de l'exécution de l'opération au niveau de la réalisation physique, financière et procédurale de leur compétence ;
- c) informent dans les délais les plus brefs le CF de retards éventuels, de contraintes, de conditions qui empêchent la bonne réalisation du Projet selon les modalités et les délais prévus ;
- d) accueillent les modifications de la documentation du Projet proposées éventuellement par les organismes de gestion du Programme et/ou les modifications éventuelles de la documentation du Projet effectuées par le partenariat, en conformité avec les procédures prévues par la documentation du Programme ;
- e) coopèrent pour les demandes d'informations et/ou de modifications de la part de l'AGU notamment en ce qui concerne les données et les éléments inhérents à l'avancement physique, administratif et financier, nécessaires pour la mise en oeuvre du système de suivi ;
- f) assurent le respect des normes communautaires, nationales et régionales concernant l'éligibilité des dépenses, la passation de marchés publics, les règles de concurrence, la protection de l'environnement, les égalités des chances, l'information et la publicité ;
- g) adoptent et déclarent d'adopter un système de comptabilité séparée ou une codification comptable appropriée pour toutes les transactions concernant l'opération ;
- a) réalisano le rispettive attività secondo le modalità e i tempi previsti dalla Scheda progettuale e dal Piano di Dettaglio delle Attività, nel rispetto del budget previsto ;
- b) assicurano la buona esecuzione dell'operazione, in termini di realizzazione procedurale, fisica e finanziaria, per la quota di propria competenza ;
- c) informano tempestivamente il CF di eventuali ritardi, impedimenti, condizioni che non permettano la piena realizzazione del Progetto nel rispetto dei tempi e delle modalità previste ;
- d) recepiscono le modifiche della documentazione di Progetto eventualmente proposte dagli organismi di gestione del Programma e/o le eventuali modifiche della documentazione di Progetto stabilite dal partenariato, in conformità delle procedure previste dalla documentazione di Programma ;
- e) cooperano in ordine alle richieste di informazioni e/o di modifiche dell'AGU con particolare riferimento ai dati ed agli elementi inerenti l'avanzamento fisico, amministrativo e finanziario, necessari all'implementazione del sistema di monitoraggio ;
- f) assicurano il rispetto delle normative comunitarie, nazionali e regionali rilevanti in materia di ammissibilità delle spese, procedure di evidenza pubblica, appalti pubblici, concorrenza, protezione dell'ambiente, pari opportunità, informazione e pubblicità ;
- g) adottano e dichiarano di adottare un sistema di contabilità separata o una codificazione contabile adeguata per tutte le transazioni relative all'operazione ;
- h) conservano e rendono disponibile su richiesta del CF, della Commissione europea, dell'AGU e di qualsiasi organismo che ne abbia diritto, tutta

- h) conservent et rendent disponibles sur demande de la Commission européenne, de l'AGU et de tout autre organisme autorisé, toute documentation, de propre compétence, concernant la mise en oeuvre du Projet pendant une période d'au moins trois années après le versement du solde conformément à l'art. 90 du Rég. (CE) N° 1083/2006 ;
- i) coopèrent pendant les phases de contrôles effectuées par les organismes de contrôle et de certification de premier niveau, de l'AGU, de l'ACU, de l'AAU et des services communautaires compétents et de la part de tout autre organisme autorisé, en acceptant les conséquences ;
- j) reçoivent le versement des contributions et informent dans les délais les plus brefs le CF en spécifiant la DUR en question ;
- k) élaborent et transmettent les rapports ordinaires et d'éventuels rapports extraordinaires de suivi selon les modalités et les délais demandés par le CF ;
- l) adoptent le Système Informatisé de Gestion, Suivi, Comptabilité et Contrôle du Programme, en se dotant des outils nécessaires ;
- m) préparent la documentation comptable et toute autre information nécessaire au compte-rendu des dépenses et de la préparation de la DUR en attestant la conformité pour atteindre les objectifs prévus par l'opération. Ils transmettent cette documentation aux services de contrôle et de certification de premier niveau prévus pour la vérification des procédures de Comptabilité du Programme ;
- n) reçoivent des services de contrôle et de certification de premier niveau l'attestation de certification des dépenses effectuées et en vérifient la conformité et l'exactitude par rapport au cadre financier du Projet pour la
- la documentation di propria competenza relativa all'attuazione del Progetto per un periodo di almeno tre anni successivo all'erogazione del saldo ai sensi dell'art. 90 del Reg. (CE) N° 1083/2006 ;
- i) cooperano durante le fasi di controllo esperite dal CF, dagli organismi di controllo e di certificazione di primo livello, dall'AGU, dall'ACU, dall'AAU e dai servizi comunitari competenti nonché da qualsiasi organismo che ne abbia diritto accettandone le conseguenze ;
- j) ricevono il versamento dei contributi e ne danno tempestiva comunicazione al CF specificandone la DUR di riferimento ;
- k) elaborano e trasmettono i rapporti ordinari ed eventuali rapporti straordinari di monitoraggio nei tempi e nei modi richiesti dal CF ;
- l) adottano il Sistema Informatico di Gestione, Monitoraggio, Rendicontazione e Controllo del Programma dotandosi della strumentazione necessaria ;
- m) predispongono la documentazione contabile e ogni altra informazione finalizzata alla rendicontazione delle spese e all'elaborazione delle DUR attestandone la conformità in ordine al perseguimento degli obiettivi previsti dall'operazione. Trasmettono la documentazione ai servizi di controllo e certificazione di primo livello per le verifiche previste dalle procedure di rendicontazione del Programma ;
- n) ricevono dai servizi di controllo e certificazione di primo livello l'attestato di certificazione delle spese sostenute e ne verificano la conformità e l'esattezza in ordine al quadro finanziario di Progetto per la quota di loro competenza ;
- o) trasmettono al CF la documentazione certificata inerente la rendicontazione delle spese, finalizzata all'elaborazione delle DUR, nei tempi e nei modi previsti
-

- part qui leur revient ;
- o) transmettent au CF la documentation certifiée inhérente à la comptabilité des dépenses, pour l'élaboration des DUR, selon les modalités et délais prévus par les procédures de comptabilité du Programme ;
 - p) coopèrent avec le CF et les organismes de gestion du Programme pour perfectionner la documentation comptable en cas de demande d'intégration et/ou de rectification des demandes de remboursement ;
 - q) déclarent que les activités réalisées et comptabilisées pendant la mise en oeuvre du Projet ne constituent pas de double emploi des travaux déjà effectués et assurent que ces activités représentent des solutions innovatrices ;
 - r) déclarent que les activités réalisées pendant la mise en oeuvre du Projet n'aient pas encore bénéficié et ne bénéficient pas d'autres financements publics à valoir sur ces mêmes activités ;
 - s) coopèrent pour compléter des procédures de dégageant automatique sur demande du CF, sur initiative de l'AGU, procédant aux modifications budgétaires nécessaires ;
 - t) assument leur responsabilité en cas d'irrégularités éventuelles vérifiées dans les dépenses qu'ils ont déclarées ;
 - u) remboursent au CF tous les montants indûment versés à la suite d'une irrégularité par rapport à ce qui est prévu par la documentation du Programme au sens de l'art. 17 du Reg. (CE) N° 1080/2006 ;
 - v) transmettent au CF toute modification effectuée par rapport aux données fournies dans le Formulaire de Candidature ou tout autre document concernant les relations juridiques entre les partenaires et entre partenaires et les organismes de gestion du
- dalle procedure di rendicontazione del Programma ;
- p) cooperano con il CF e con gli organismi preposti alla Gestione del Programma al fine di perfezionare la documentazione contabile in caso di richiesta di integrazione e/o rettifica delle domande di rimborso ;
 - q) dichiarano che le attività realizzate e contabilizzate durante la messa in opera del Progetto non costituiscano duplicazione di lavori già eseguiti e che dette attività costituiscano soluzioni innovative ;
 - r) dichiarano che le attività realizzate durante la messa in opera del Progetto non abbiano già beneficiato e non beneficino di altri finanziamenti pubblici a valere sulle medesime attività ;
 - s) cooperano al fine del perfezionamento delle procedure di disimpegno automatico dietro richiesta del CF su impulso dell'AGU, operando le necessarie rimodulazioni di budget ;
 - t) si assumono la responsabilità in caso di eventuali irregolarità riscontrate nelle spese da essi dichiarate ;
 - u) rimborsano al CF tutti gli importi indebitamente versati in conseguenza di un'irregolarità in conformità a quanto previsto dalla documentazione del Programma ai sensi dell'art. 17 del Reg. (CE) N° 1080/2006 ;
 - v) trasmettono al CF ogni modifica avvenuta in ordine ai dati forniti per il tramite del Formulario di candidatura o di qualsiasi altro documento rilevante ai fini dei rapporti giuridici tra partner e tra partner e organismi di gestione del Programma.

Articolo 5 - Struttura organizzativa del partenariato

1. Ai fini di assicurare una sana gestione del Progetto e il coordinamento delle azioni realizzate pro quota da ciascun partner, viene costituito un Comitato di Pilotaggio

Programme.

Article 5 - Structure de l'organisation du partenariat

1. Afin de garantir une bonne gestion du Projet et la coordination des actions réalisées par chaque partenaire, il sera créé un Comité de Pilotage (CdP) avec la participation d'un membre en représentation de chaque partenaire.

2. Le CdP, présidé par le CF du Projet, s'il n'est pas déjà installé, sera créé dans les 15 jours qui suivent la signature de cette Convention et il se donnera un Règlement interne.

3. ci dessus sont indiquées les fonctions principales du CdP :

- il prend acte de la présente Convention, de ses Annexes et lance les activités du Projet ;
- il approuve les modifications du Projet et il pourvoit à les transmettre à l'AGU par le biais du CF ;
- il approuve l'externalisation pour l'achat de biens et/ou services non prévue par la Fiche Projet ou par le Plan Détaillé des Activités ;
- il résout les litiges entre les membres du partenariat ;
- il approuve les actions d'information, de diffusion et de publicité du Projet;
- il approuve les rapports de suivi.

Article 6 - Coopération avec des tiers et acquisition de biens et/ou de services de sources extérieures

1. La coopération avec des tiers non prévue par la Fiche Projet ou par le Plan détaillé des Activités, est disciplinée comme suit :

- ex lett. a) n. 1 art. 50 Reg. (CE) N° 1828/2006,
- externalisation finalisée à l'achat de biens et/ou de services

2. Le partenaire ayant adopté ces modalités de coopération aura la responsabilité des activités ainsi réalisées.

3. Dans le cas susmentionné, quand la coopération avec des tiers et l'acquisition de biens et/ou de services de sources extérieures ne figure pas déjà dans le Plan Détaillé des Activités, le partenaire est tenu

(CdP) con la partecipazione di un membro in rappresentanza di ogni partner.

2. Il CdP, presieduto dal CF di Progetto, ove non sia già insediato, viene costituito entro 15 giorni dalla sottoscrizione della presente Convenzione e si dota di un proprio regolamento interno.

3. Di seguito si elencano le principali funzioni del CdP :

- prende atto della presente Convenzione, dei relativi Allegati e dà avvio alle attività del Progetto ;
- approva le modifiche di Progetto e provvede ad inoltrarle all'AGU per il tramite del CF ;
- approva l'esternalizzazione per l'acquisizione di beni e/o servizi qualora non prevista dalla Scheda progettuale o dal Piano di Dettaglio delle Attività ;
- dirime le controversie tra i membri del partenariato ;
- approva le azioni di informazione, diffusione e pubblicità del Progetto ;
- approva i rapporti di monitoraggio.

Articolo 6 - Cooperazione con terzi ed esternalizzazione per l'acquisizione di beni e/o servizi

1. I casi di cooperazione con terzi non previsti dalla Scheda progettuale o dal Piano di Dettaglio delle Attività, sono disciplinati come segue :

- ex lett. a) n. 1 art. 50 Reg. (CE) N° 1828/2006,
- esternalizzazione per l'acquisizione di beni e/o servizi.

2. La responsabilità delle attività così realizzate permane in capo al partner che avrà adottato tale modalità di cooperazione.

3. Nei casi di cui sopra, quando la cooperazione con terzi e/o l'esternalizzazione per l'acquisizione di beni e/o servizi non figurano già nel piano di dettaglio delle attività, il partner è tenuto a informare per iscritto il CdP del Progetto che si esprime sulla proposta.

4. Il ricorso alla cooperazione con terzi e/o l'esternalizzazione per l'acquisizione di beni e/o servizi di cui sopra potrà essere adottato a far data dall'autorizzazione da parte del

à informer par écrit le CdP du Projet qui se prononcera sur la proposition.

4. Le recours à la coopération avec des tiers et/ou l'acquisition de biens et/ou de services de sources extérieures susmentionnés pourra être adopté à partir de la date d'autorisation de la part du CdP.

Article 7 - Cession de droits et obligations, succession légale

1. Le CF et les partenaires ne peuvent pas céder les droits et les obligations qui dérivent de la présente Convention sans l'autorisation du CdP et sans l'approbation de l'AGU et du CD du Programme.

2. En cas de succession légale, le CF ou le partenaire concerné sont tenus à transmettre toutes les obligations et responsabilités au successeur légal en vertu de la présente Convention.

3. En tout cas la délégation des activités est exclue.

Article 8 - Modifications du Projet

1. Les modifications éventuelles du Projet, rendues nécessaires à cause de circonstances inconnues au moment de la présentation du dossier de candidature et/ou à cause de changements du contexte de référence, sont permises à condition d'être dûment justifiées et à condition de ne pas changer la nature et les objectifs du Projet.

2. Conformément à ce qui a été dit, les modifications suivantes sont permises :

- modifications à valoir sur le budget d'un ou de plusieurs partenaires par rapport à ce qui est indiqué dans la Fiche Projet et dans le Plan Détaillé des Activités,
- modifications inhérentes aux activités ou à certaines parties des activités.

3. Les procédures de modifications devront être effectuées dans le respect de ce qui est prévu par la documentation du Programme.

4. Les dépenses dont le montant peut être retenu grâce à la modification du budget ne pourront être effectuées qu'après l'approbation formelle de la modification proposée.

CdP.

Article 7 - Cessione di diritti ed obblighi, successione legale

1. Il CF e i partner non possono cedere i diritti e gli obblighi derivanti dalla presente Convenzione senza autorizzazione del CdP e senza l'approvazione dell'AGU e del CD del Programma.

2. In caso di successione legale, il CF o il partner interessato sono tenuti a trasmettere tutti gli obblighi e le responsabilità, in virtù della presente Convenzione, al successore legale.

3. È in ogni caso fatta esclusione di delega delle attività.

Article 8 - Modifiche al Progetto

1. Eventuali modifiche di Progetto, rese necessarie da circostanze non conosciute al momento della presentazione del dossier di candidatura e/o dal mutato contesto di riferimento sono consentite purché opportunamente motivate e a condizione che non alterino la natura e gli obiettivi del Progetto.

2. Atteso quanto precede sono consentite le seguenti modifiche :

- modifiche a valere sul budget di uno o più partner rispetto a quanto indicato nella Scheda progettuale e nel Piano di Dettaglio delle Attività,
- modifiche inerenti attività o parti di esse.

3. Le procedure di modifica dovranno essere esperite seguendo quanto previsto dalla documentazione di Programma.

4. Le spese il cui importo trovi capienza grazie alla modifica di budget potranno essere sostenute solo dopo aver ricevuto formale approvazione della modifica proposta.

Article 9 - Inadempimento e ritardo nell'esecuzione

1. Il CF è responsabile del Progetto nei confronti dell'AGU in qualità di soggetto incaricato di assicurare l'esecuzione dell'intera operazione.

2. Esso è tenuto ad indennizzare gli altri partner per eventuali danni derivanti da

Article 9 - Inexécution et retard de l'exécution

1. Le CF est responsable pour le Projet vis-à-vis de l'AGU en qualité de sujet chargé d'assurer l'exécution de toute l'opération.
2. Il est tenu à indemniser les autres partenaires pour les dommages éventuels dérivant de manquements aux obligations prises avec la Convention notamment celles prévues par l'art. 3.
3. Chaque partenaire est responsable vis-à-vis du CF et des autres partenaires pour les obligations prises en vertu de la Convention notamment celles prévues par l'art. 4.
4. Chaque partenaire est tenu à informer le CF, dans les délais les plus brefs, et de toute manière dans les 15 jours, des événements susceptibles de compromettre la réalisation de sa part du Projet.
5. En cas d'inexécution le CF exigera que le partenaire défaillant réalise les activités non exécutés dans les délais les plus brefs, au plus tard dans les 30 jours suivants.
6. En cas d'inexécutions répétés, le partenaire pourra être exclu du Projet, après délibération du CdP du Projet et après approbation du CD du Programme.
7. Le partenaire exclu conformément à l'article en question est soumis à ce qui est stipulé dans l'article 10 suivant.

Article 10 - Variations de la composition du partenariat

1. Les variations de la composition du partenariat ne sont pas permises.
2. Le retrait ou l'exclusion d'un ou de plusieurs partenaires n'est permis qu'en cas de force majeure dûment justifiée ou pour manquement grave et répété, après la délibération du CdP du Projet et l'approbation du CD du Programme.
3. Dans les cas où l'abandon ou l'exclusion d'un ou de plusieurs partenaires détermine le non respect de la condition obligatoire d'éligibilité correspondant à la présence dans le partenariat des deux Etats membre, le CD devra se prononcer sur les modalités de continuation du Projet.
4. Dans le cas où un partenaire n'aura pas réalisé entièrement les activités qui lui étaient attribuées, il n'aura pas droit au

inadempnienze in ordine agli obblighi assunti in forza della presente Convenzione con particolare riferimento a quelli previsti dall'art. 3.

3. Ciascun partner è responsabile nei confronti del CF e degli altri partner in ordine agli obblighi assunti in forza della presente Convenzione con particolare riferimento a quelli previsti dall'art. 4.

4. Ciascun partner è tenuto ad informare il CF, senza indugio, e comunque entro 15 giorni, in ordine ad eventi suscettibili di compromettere la realizzazione della propria quota di Progetto.

5. In caso di inadempnienze il CF intimerà al partner inadempiente di eseguire quanto dovuto senza indugio, e comunque non oltre 30 giorni.

6. In caso di inadempnienze reiterate, il partner può essere escluso dal Progetto, previa delibera del CdP del Progetto ed approvazione del CD del Programma.

7. Il partner escluso ai sensi del presente articolo è soggetto a quanto previsto dal successivo art. 10.

Articolo 10 - Variazioni nella composizione del partenariato

1. Non sono consentite variazioni nella composizione del partenariato.

2. Il ritiro o l'esclusione di uno o più partner é consentito unicamente per cause di forza maggiore debitamente giustificate o per inadempnienza grave e reiterata, previa delibera del CdP del Progetto ed approvazione del CD del Programma.

3. Nei casi in cui il ritiro o l'esclusione di uno o più partner determini il venir meno del requisito obbligatorio di ammissibilità costituito dalla presenza nel partenariato dei due Stati membri il CD dovrà esprimersi in ordine alle modalità di prosecuzione del Progetto.

4. Nel caso in cui un partner non abbia realizzato per intero le attività ad esso assegnate questo non avrà diritto al rimborso delle spese sostenute eccezion fatta per quelle funzionali al conseguimento dei risultati finali del Progetto. In questo caso il partner è obbligato alla ripetizione delle spese eventualmente già rimborsate e

remboursement des dépenses effectuées, sauf les dépenses fonctionnelles pour la réalisation des résultats finals du Projet. Dans ce cas, le partenaire est tenu à la répétition des dépenses éventuellement remboursées et à l'indemnisation des dommages éventuels dus au manquement.

Article 11 - Mesures pour l'information et la publicité

1. Le CF et les partenaires réaliseront conjointement un plan de communication qui assurera la promotion appropriée du Projet auprès des groupes cible et auprès du grand public.

2. La documentation, les publications et les manifestations réalisées dans la cadre du Projet doivent mentionner avoir reçu une contribution du FEDER dans le cadre du Programme Opérationnel Italie-France "Maritime" 2007-2013 et doivent respecter les dispositions prévues par le Reg. (CE) N° 1828/2006 Chapitre II Sect.I, concernant les mesures de l'Information et de la Publicité, comme prévu par la documentation du Programme notamment dans la charte graphique.

3. L'AGU est autorisée à publier sous n'importe quelle forme et par n'importe quel moyen, y compris Internet, les informations suivantes :

- le nom du CF et de ses partenaires,
- le titre et l'objet du Projet,
- le montant de la contribution publique accordée et le pourcentage du coût total du Projet couvert par le financement,
- la localisation géographique du Projet,
- le rapport final du Projet,
- toutes les informations inhérentes au Projet qui ne contiennent pas de données confidentielles.

Article 12 - Droits de Propriété

1. Le partenariat du Projet doit garantir que tous les produits développés dans le cadre du Projet cofinancé par le Programme Opérationnel Italie-France "Maritime" 2007-2013, soient libres de droits et donc de

all'indennizzo di eventuali danni per inadempimento.

Articolo 11 - Misure di informazione e pubblicità

1. Il CF e i partner realizzeranno congiuntamente un piano di comunicazione che assicuri una promozione adeguata del Progetto sia nei confronti dei gruppi target che nei confronti del grande pubblico.

2. La documentazione, le pubblicazioni e gli eventi realizzati nell'ambito del Progetto devono precisare di aver ricevuto un contributo FESR nell'ambito del Programma Operativo Italia-Francia "Marittimo" 2007-2013 e comunque devono rispettare le disposizioni previste dal Reg. (CE) N° 1828/2006 Capo II Sez. I, relativo alle misure di Informazione e Pubblicità, e quanto previsto dalla documentazione di Programma con particolare riferimento al Manuale di Stile.

3. L'AGU è autorizzata a pubblicare sotto qualsiasi forma e tramite qualsiasi mezzo, compreso Internet, le informazioni seguenti :

- il nome del CF e dei suoi partner,
- il titolo e l'oggetto del Progetto,
- l'importo di contributo pubblico concesso e la percentuale del costo totale del Progetto coperto dal finanziamento,
- la localizzazione geografica del Progetto,
- il rapporto finale del Progetto,
- qualsiasi informazione inerente il Progetto che non contenga notizie di tenore riservato.

Articolo 12 - Diritti di Proprietà

1. Il partenariato di Progetto deve garantire che tutti i prodotti sviluppati nell'ambito del Progetto cofinanziato dal Programma Operativo Italia-Francia "Marittimo" 2007-2013, saranno liberi da diritti e dunque di dominio pubblico, nel rispetto della normativa comunitaria e delle leggi nazionali sulla proprietà intellettuale.

2. L'AGU si riserva il diritto di utilizzare i prodotti realizzati nell'ambito del Progetto per le sue attività di comunicazione e

notoriété publique, dans le respect des normes communautaires et des législations nationales sur la propriété intellectuelle.

2. L'AGU se réserve le droit d'utiliser les produits réalisés dans le cadre du Projet pour ses activités de communication et d'information.

3. En cas de droits préexistants à valoir sur les produits déjà réalisés par un ou plusieurs partenaires et mis à disposition du Projet, ces droits seront reconnus à condition que les partenaires concernés les aient communiqués au préalable et que le partenariat ait donné son avis favorable.

4. Le partenaire qui met à disposition des produits réalisés en dehors du cadre de référence du Projet doit informer au préalable le CF, qui devra veiller à ce que ces produits ne fassent pas l'objet de financements à valoir sur les ressources du Projet.

5. Le partenariat assure, sous la surveillance du CF, le plein respect de ce que prévoit l'art. 55 du Reg.(CE) N° 1083/2006 en matière de génération de recettes.

Article 13 - Confidentialité

1. Même si la réalisation du Projet est de nature publique, certaines informations échangées entre le CF et les partenaires, entre les partenaires eux-mêmes ou entre le partenariat et les organismes de gestion du Programme, peuvent être de nature confidentielle si dûment motivées. Dans ce cas on demande de spécifier les destinataires et les moyens de divulgations pour lesquels la confidentialité doit être garantie. Il est rappelé l'obligation de se conformer à la législation en vigueur en matière de protection des données.

Article 14 - Cadre financier du Projet

1. Le budget total du Projet est de **2 205 090,00 Euros** dont **1 653 817,50 Euros** à titre de contribution publique communautaire FEDER (FEDER) et **551 272,50 Euros** à titre de contribution publique nationale (CN) et est réparti entre les partenaires comme indiqué dans l'Annexe 1 de cette Convention.

informazione.

3. In caso di diritti preesistenti a valere su prodotti già realizzati da uno o più partner e messi a disposizione del Progetto, tali diritti saranno riconosciuti a condizione che i partner interessati ne diano comunicazione preventiva e che il partenariato si sia espresso in senso favorevole.

4. Il partner che metta a disposizione prodotti realizzati fuori del quadro di riferimento del Progetto deve darne preventiva notizia al CF, il quale deve vigilare affinché detti prodotti non siano oggetto di finanziamento a valere sulle risorse del Progetto.

5. Il partenariato assicura, sotto la vigilanza del CF, il pieno rispetto di quanto previsto dall'art. 55 del Reg.(CE) N° 1083/2006 in tema di generazione di entrate.

Articolo 13 - Riservatezza

1. Pur essendo la realizzazione del Progetto di natura pubblica, alcune informazioni scambiate tra il CF e i partner, fra i partner stessi o fra il partenariato e gli organismi di gestione del Programma, possono essere confidenziali ove opportunamente motivato. In tal caso è richiesto che vengano circostanziati i destinatari ed i mezzi di diffusione rispetto ai quali la riservatezza deve essere garantita. Si ricorda comunque l'obbligo di conformarsi alla legislazione vigente in materia di privacy.

Articolo 14 - Quadro finanziario del Progetto

1. Il budget totale del Progetto è di **2 205 090,00 Euro** di cui **1 653 817,50 Euro** a titolo di contributo pubblico comunitario FESR (FESR) e **551 272,50 Euro** a titolo di contributo pubblico nazionale (CN) ed è ripartito tra i partner secondo quanto indicato nell'Allegato 1 della presente Convenzione.

Articolo 15 - Contributo pubblico nazionale

1. Il CF italiano o francese attiva la richiesta delle quote di CN, di pertinenza dei soli partner italiani, attraverso l'invio della DUR, ai sensi delle condizioni che disciplinano il

Article 15 - Contribution publique nationale

1. Le CF italien ou français active la demande pour la part de contribution CN, qui revient uniquement aux partenaires italiens, en envoyant la DUR, conformément aux conditions en matière de contribution publique.

2. Les partenaires français s'engagent à demander leur part de CN aux signataires de la lettre de cofinancement, selon la répartition indiquée dans la Fiche Projet.

3. Chaque Partenaire du Projet - y compris le CF, est responsable vis-à-vis des administrations qui garantissent la contribution publique pour la part qui lui revient, de l'utilisation des ressources qui lui sont attribuées et de la régularité des activités réalisées.

Article 16 - Circuit financier

1. Le CF italien reçoit sur un compte bancaire le FEDER et la CN, qui lui sont versés par l'ACU à valoir sur les DUR. Les intérêts éventuels échus sur le compte bancaire seront déduits de la contribution publique.

2. Le CF italien versera dans les délais les plus brefs les parts respectives de FEDER et de CN à chaque Partenaire italien, et uniquement les parts FEDER aux partenaires français, en fonction des dépenses effectivement soutenues et certifiées et figurant dans une DUR vérifiée ultérieurement par l'AGU et par l'ACU. Les Partenaires français reçoivent la CN de la part des signataires de la lettre de cofinancement.

3. Le CF français reçoit sur son compte bancaire uniquement le FEDER, qui lui est versé par l'ACU à valoir sur les DUR, et il versera dans les délais les plus brefs les parts respectives aux Partenaires, en fonction des dépenses effectives et certifiées et indiquées dans une DUR ultérieurement vérifiée par l'AGU et par l'ACU. Dans ce cas les Partenaires italiens reçoivent la CN directement de la part de l'ACU. Les Partenaires français reçoivent la CN de la part des signataires de la lettre de

contributo pubblico.

2. I partner francesi si impegnano a richiedere le rispettive quote di CN ai soggetti firmatari delle lettere di cofinanziamento, secondo la ripartizione indicata nella Scheda progettuale.

3. Ciascun partner del Progetto - compreso il CF - è responsabile, nei confronti delle amministrazioni che assicurano il contributo pubblico per la parte di sua pertinenza, dell'utilizzo delle risorse che gli sono attribuite e della regolarità delle attività realizzate.

Articolo 16 - Circuito finanziario

1. Il CF italiano riceve su un conto bancario il FESR e il CN, a lui versati dall'ACU a valere sulle DUR. Eventuali interessi attivi maturati sul conto bancario saranno portati in detrazione del contributo pubblico.

2. Il CF italiano verserà senza indugio le rispettive quote di FESR e di CN a ognuno dei partner italiani e le sole quote di FESR ai partner francesi, in funzione delle spese effettivamente sostenute e certificate e inserite in una DUR ulteriormente verificata dall'AGU e dall'ACU. I partner francesi ricevono il CN dai soggetti firmatari delle lettere di cofinanziamento.

3. Il CF francese riceve su un conto bancario il solo FESR, a lui versato dall'ACU a valere sulle DUR, e provvede a versare senza indugio ai partner le rispettive quote, in funzione delle spese effettivamente sostenute e certificate e inserite in una DUR ulteriormente verificata dall'AGU e dall'ACU. In questo caso i partner italiani ricevono il CN direttamente dall'ACU. I partner francesi ricevono il CN dai soggetti firmatari delle lettere di cofinanziamento.

4. Il contributo finanziario sarà versato dal CF sui conti bancari indicati da ciascuno dei partner attraverso l'apposita modulistica.

Articolo 17 - Disimpegno automatico

1. Il partenariato deve rispettare gli obiettivi minimi di spesa coerenti con gli obiettivi complessivi del Programma conformemente a quanto indicato nella Scheda progettuale e a quanto di seguito precisato a livello di

cofinancement.

4. La contribution financière sera versée par le CF sur les comptes bancaires indiqués par chaque Partenaire sur les formulaires prévus à cet effet.

Article 17 - Dégagement d'office

1. Le partenariat doit respecter les objectifs minimums de dépense cohérents avec les objectifs globaux du Programme conformément à ce qui est indiqué dans la Fiche Projet et à ce qui sera par la suite précisé au niveau du Projet :

- a) présentation au STC de une ou plusieurs DUR pour une capacité financière au moins égale à 20 % du budget avant le 30 novembre 2009,
- b) présentation au STC de une ou plusieurs DUR pour une capacité financière au moins égale à 30 % du budget, outre à ce qui a déjà été présenté en vertu du point a) précédant, avant le 30 novembre 2010,
- c) présentation au STC de une ou plusieurs DUR pour une capacité financière au moins égale à 40 % du budget, outre à ce qui a déjà été présenté en vertu du point b) précédant, avant le 30 novembre 2011 ou, si antécédent, à la clôture des activités de Projet,
- d) présentation au STC de une ou plusieurs DUR pour une capacité financière au moins égale à 10 % du budget, outre à ce qui a déjà été présenté en vertu du point c) précédant, à la clôture des activités de Projet.

Pour ce qui précède, dans le cas où le Projet termine avant le 30 novembre 2011 les pourcentages indiquées aux lettres c) et d) sont cumulées.

2. Le non respect des objectifs de dépense susmentionnés donnera lieu à l'instruction d'une procédure du CD, de dégagement à valoir sur le budget du Projet, à la suite de laquelle le CD pourra décider de rectifier le budget du Projet et de procéder à une nouvelle répartition du budget entre les

Progetto :

- a) presentazione all'STC di una o più DUR per una capienza finanziaria pari almeno al 20 % del budget entro il 30 novembre 2009,
- b) presentazione all'STC di una o più DUR per una capienza finanziaria pari almeno al 30 % del budget, oltre a quanto già presentato in forza del precedente a), entro il 30 novembre 2010,
- c) presentazione all'STC di una o più DUR per una capienza finanziaria pari almeno al 40 % del budget, oltre a quanto già presentato in forza del precedente b), al più tardi entro il 30 novembre 2011 o, se antecedente, alla chiusura delle attività di Progetto,
- d) presentazione all'STC di una o più DUR per una capienza finanziaria pari almeno al 10 % del budget, oltre a quanto già presentato in forza del precedente c), alla chiusura delle attività di Progetto.

Per quanto precede, nel caso in cui il Progetto abbia termine in data anteriore al 30 novembre 2011 le percentuali indicate alle lettere c) e d) sono cumulate.

2. Il mancato rispetto degli obiettivi di spesa sopra indicati darà luogo all'istruzione di una procedura del CD, di disimpegno a valere sul budget di Progetto, in seguito alla quale il CD medesimo potrà decidere la rettifica del budget del Progetto e una nuova ripartizione dello stesso tra i partner, in misura proporzionale alla massa finanziaria non spesa da ciascun Partner con riferimento alle previsioni della Scheda progettuale.

3. La procedura di cui sopra verrà esperita sulla base delle indicazioni fornite dal Segretariato Tecnico Congiunto.

4. Il Comitato di Pilotaggio del Progetto prenderà atto del nuovo piano finanziario conseguente alla rettifica di cui al comma precedente.

Partenaires, proportionnellement à la masse financière non dépensée par chaque Partenaire tenant compte des prévisions de la Fiche Projet.

3. La procédure susmentionnée se déroulera sur la base des indications fournies par le Secrétariat Technique Conjoint.

4. Le Comité de Pilotage du Projet prendra acte du nouveau plan financier après la rectification indiquée à l'alinéa précédent.

Article 18 - Langue de travail

1. Les langues officielles du Programme sont l'italien et le français.

2. Les documents de travail destinés aux partenaires et/ou aux organismes de gestion du Programme devront être préparés dans la langue du CF.

3. Les produits officiels du Projet devront être préparés dans les deux langues officielles.

Article 19 - Gestion des conflits dans le partenariat

1. Le CdP du Projet sera appelé à résoudre les conflits éventuels entre les Partenaires ou entre les Partenaires et le CF. Si cet organe ne devait pas réussir à résoudre le conflit, la question sera transmise à l'AGU qui l'examinera en étroite collaboration avec le STC. L'AGU se prononcera sur le conflit et demandera au CF et au/aux Partenaire(s) de respecter la décision qui sera proposée.

2. Si une solution du conflit devait s'avérer impossible, on consultera le CD, qui se prononcera avec une décision définitive. En dernier lieu, si le partenariat n'aura pas respecté la décision du CD dans les 30 jours après l'injonction, le financement du Projet sera révoqué avec faculté de demande de remboursement des ressources financières déjà fournies, sous réserve de dommages éventuels.

Article 20 - Droit applicable

1. La présente Convention est soumise aux lois du Pays du CF, sous réserve de l'application d'éventuelles dispositions prévues par les normes communautaires.

Article 18 - Lingua di lavoro

1. Le lingue ufficiali del Programma sono l'italiano e il francese.

2. I documenti di lavoro destinati al partenariato e/o agli organismi di gestione del Programma dovranno essere predisposti nella lingua del CF.

3. I prodotti ufficiali del Progetto dovranno essere predisposti nelle due lingue ufficiali.

Article 19 - Gestione dei conflitti nel partenariato

1. Il CdP del Progetto sarà chiamato a dirimere eventuali conflitti fra partner o fra partner e CF. Qualora tale organo non riesca a dirimere il conflitto, la questione sarà trasmessa all'AGU che la esaminerà in stretta collaborazione con l'STC. L'AGU deciderà sul conflitto ordinando al CF e al/ai Partner di conformarsi alla decisione da essa proposta.

2. In caso di impossibilità di soluzione del conflitto verrà consultato il CD, che si pronuncerà con una decisione inappellabile. In ultimo, se il partenariato non si sarà conformato alla decisione del CD entro 30 giorni dall'intimazione, il finanziamento del Progetto verrà revocato con facoltà di richiesta di rimborso delle risorse finanziarie già erogate, fatti salvi eventuali danni.

Article 20 - Diritto applicabile

1. La presente Convenzione è regolata dalle leggi del Paese del CF, fatta salva l'applicazione di eventuali disposizioni previste dalla normativa comunitaria.

Article 21 - Domicilio

1. I partner eleggono il proprio domicilio all'indirizzo indicato all'Allegato 1 (Scheda progettuale) della presente Convenzione; tutte le comunicazioni ufficiali saranno trasmesse a questo indirizzo.

2. Ogni cambiamento di domicilio sarà notificato al CF e da questi all'AGU entro 15 giorni dall'avvenuta modifica.

Article 22 - Disposizioni finali

1. La presente Convenzione composta da 24 pagine dovrà essere firmata per esteso sul foglio recante gli estremi del partner

Article 21 - Domicile

1. Les Partenaires prennent leur domicile à l'adresse indiquée dans l'Annexe 1 (Fiche Projet) de la présente Convention; toutes les communications officielles seront envoyées à cette adresse.

2. Chaque changement de domicile devra être notifié au CF qui informera l'AGU dans les 15 jours qui suivent la modification.

Article 22 - Dispositions finales

1. La présente Convention consistant en 24 pages devra être signée à la feuille contenant les coordonnées du partenaire. Toute modification de la présente Convention doit être faite par écrit et être approuvée par le CdP du Projet, après avoir demandé une autorisation auprès de l'AGU.

firmatario. La modifica della presente Convenzione deve avere forma scritta e deve essere approvata dal CdP del Progetto, previa richiesta all'AGU di specifica autorizzazione.

Pour le Chef de file / Per il Capofila :

COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE - 22 cours Grandval - BP 215 - 20187
Ajaccio cedex 1.....

(Nom du Chef de file / Nome del Capofila)

Convention Interpartenariale N° / Convenzione Interpartenariale N° :

.....
.....

(Numero de Protocole apposé par le Chef de file / Numero di Protocollo apposto dal
Capofila)

Date et N° du Protocole / Data e N° Protocollo :

.....
.....

(Date de Protocole apposée par le Chef de file / Data Protocollo apposta dal
Capofila)

Inhérente le Projet / Afferente il Progetto :

“INNOLABS

Laboratoires de gouvernance pour l'innovation et le développement local soutenable
Laboratori di governance per l'innovazione e lo sviluppo locale sostenibile”

(Titre du Projet / Titolo del Progetto)

Lu, confirmé et approuvé à / Letto, confermato e approvato a :

.....

Le / il.....

à /alle ore /heures

par/da **Ange SANTINI Président du Conseil Executif**

(Prénom, Nom et Fonction du signataire / Nome, Cognome e Funzione del firmatario)

Signature / Firma

.....

Pour le Partenaire 2. / Per il Partner 2. :

Région TOSCANE - via Cavour 18, 50129 Firenze

.....
.....

(Numéro et nom du Partenaire / Numero e nome del Partner)

Convention Interpartenariale N° / Convenzione Interpartenariale N° :

.....
.....

(Numero de Protocole apposé par le Partenaire / Numero di Protocollo apposto dal Partner)

Date et N° du Protocole / Data e N° Protocollo :

.....
.....

(Date de Protocole apposée par le Partenaire / Data Protocollo apposta dal Partner)

Inhérente le Projet / Afferente il Progetto :

“ INNOLABS

*Laboratoires de gouvernance pour l'innovation et le développement local soutenable
Laboratori di governance per l'innovazione e lo sviluppo locale sostenibile.”*

(Titre du Projet / Titolo del Progetto)

Lu, confirmé et approuvé à / Letto, confermato e approvato a :

.....
.....

Le / il.....

à /alle ore /heures

par/da.....

.....
.....

(Prénom, Nom et Fonction du signataire / Nome, Cognome e Funzione del firmatario)

Signature / Firma

Pour le Partenaire 3. / Per il Partner 3. :

Région LIGURIE - Piazza de Ferrari 1,16121 Gênes

.....
.....

(Numéro et nom du Partenaire / Numero e nome del Partner)

Convention Interpartenariale N° / Convenzione Interpartenariale N° :

.....
.....

(Numero de Protocole apposé par le Partenaire / Numero di Protocollo apposto dal Partner)

Date et N. du Protocole / Data e N. Protocollo :

.....
.....

(Date de Protocole apposée par le Partenaire / Data Protocollo apposta dal Partner)

Inhérente le Projet / Afferente il Progetto :

“ INNOLABS

*Laboratoires de gouvernance pour l'innovation et le développement local soutenable
Laboratori di governance per l'innovazione e lo sviluppo locale sostenibile.”*

(Titre du Projet / Titolo del Progetto)

Lu, confirmé et approuvé à / Letto, confermato e approvato a :

.....

Le / il.....

à /alle ore /heures

par/da.....

.....

(Prénom, Nom et Fonction du signataire / Nome, Cognome e Funzione del firmatario)

Signature / Firma

.....

Pour le Partenaire 4. / Per il Partner 4. :

Province de SASSARI - Piazza d'Italie 31, Sassari

.....

.....
(Numéro et nom du Partenaire / Numero e nome del Partner)

Convention Interpartenariale N° / Convenzione Interpartenariale N° :

.....

.....
(Numéro de Protocole apposé par le Partenaire / Numero di Protocollo apposto dal Partner)

Date et N. du Protocole / Data e N. Protocollo :

.....

.....
(Date de Protocole apposée par le Partenaire / Data Protocollo apposta dal Partner)

Inhérente le Projet / Afferente il Progetto :

“ INNOLABS

Laboratoires de gouvernance pour l'innovation et le développement local soutenable

Laboratori di governance per l'innovazione e lo sviluppo locale sostenibile.”

(Titre du Projet / Titolo del Progetto)

Lu, confirmé et approuvé à / Letto, confermato e approvato a :

.....

Le / il.....

à /alle ore /heures

par/da.....

.....
(Prénom, Nom et Fonction du signataire / Nome, Cognome e Funzione del firmatario)

Signature / Firma

Pour le Partenaire 5. / Per il Partner 5. :

**Département de Sciences Politiques et sociales - Université de Pise - via
Serafini 3 - 56126 Pise**

**Dipartimento di Scienze Politiche e Sociali - Università di Pisa - Via Serafini 3,
56126 Pisa**

(Numéro et nom du Partenaire / Numero e nome del Partner)

Convention Interpartenariale N° / Convenzione Interpartenariale N° :

.....
.....

*(Numéro de Protocole apposé par le Partenaire / Numero di Protocollo apposto dal
Partner)*

Date et N° du Protocole / Data e N° Protocollo :

.....
.....

(Date de Protocole apposée par le Partenaire / Data Protocollo apposta dal Partner)

Inhérente le Projet / Afferente il Progetto :

“ INNOLABS

Laboratoires de gouvernance pour l'innovation et le développement local soutenable

Laboratori di governance per l'innovazione e lo sviluppo locale sostenibile.”

(Titre du Projet / Titolo del Progetto)

Lu, confirmé et approuvé à / Letto, confermato e approvato a :

.....

Le / il.....

à /alle ore /heures

par/da **Professeur Paolo NELLO , Directeur du Departement de Sciences
Politiques et sociales**

(Prénom, Nom et Fonction du signataire / Nome, Cognome e Funzione del firmatario)

Signature / Firma



MARITTIMO - IT FR - MARITIME

TOSCANA - LIGURIA - SARDEGNA - CORSE

CONVENZIONE

per la realizzazione del Progetto
denominato :

**« PROGETTO INNOLABS
Laboratori di governance per
l'innovazione e lo sviluppo locale
sostenibile »**

CONVENTION

pour la réalisation du Projet
intitulé :

**« PROJET INNOLABS
Laboratoires de gouvernance pour
l'innovation et le développement local
soutenable »**

TRA

l'Autorità di Gestione Unica del Programma Operativo di Cooperazione Territoriale Transfrontaliera Italia-Francia "Marittimo" 2007-2013, rappresentata da Regione Toscana - Settore Attività Internazionali, Piazza Duomo, 10 50129 Firenze, in seguito denominata AGU,

E

La Collettività Territoriale di Corsica indirizzo 22 cours Grandval - BP 215 - 20187 Ajaccio cedex 1, referente unico del Progetto " **INNOLABS Laboratori di governanza per l'innovazione e lo sviluppo locale sostenibile**", rappresentato dal Signor Ange SANTINI, in qualità di Presidente del Consiglio Esecutivo, in seguito denominato CAPOFILA

PREMESSA

VISTO il Programma Operativo di Cooperazione Territoriale Transfrontaliera Italia-Francia "Marittimo" 2007-2013 approvato dalla Commissione europea con decisione C(2007) 5489 del 16 novembre 2007 ;

VISTO il Bando per la presentazione di candidature per Progetti Semplici pubblicato sul Bollettino Ufficiale Regione Toscana il 14 maggio 2008 ;

CONSIDERATA la candidatura del **PROGETTO INNOLABS Laboratori di governanza per l'innovazione e lo sviluppo locale sostenibile** presentata a valere sul I Bando per Progetti Semplici del 14 maggio 2008 ;

VISTI i Decreti Dirigenziali del Settore Attività Internazionali n° 6642 del 31 dicembre 2008 e n° 1062 del 9 mars 2009, che prendono atto della

ENTRE

l'Autorité de Gestion Unique du Programme Opérationnel de Coopération Territoriale Transfrontalière Italie-France « Maritime » 2007-2013, représentée par la Région Toscane - Secteur Activités Internationales, Piazza Duomo, 10, 50129 Firenze, ci-après dénommée AGU,

ET

La Collectivité Territoriale de Corse adresse 22 cours Grandval - BP 215 - 20187 Ajaccio cedex 1, référent unique du Projet « **INNOLABS Laboratoires de gouvernance pour l'innovation et le développement local soutenable** », représenté par Monsieur Ange SANTINI, en qualité de Président du Conseil Exécutif, ci-après dénommé CHEF DE FILE (CF)

PREAMBULE

VU le Programme Opérationnel de Coopération Territoriale Transfrontalière Italie-France « Maritime » 2007-2013 approuvé par la Commission européenne par décision C(2007) 5489 du 16 novembre 2007 ;

VU l'Appel pour la présentation de candidatures à Projets Simples, publié sur le Journal Officiel Région Toscane le 14 mai 2008 ;

CONSIDERANT la candidature du Projet **INNOLABS Laboratoires de gouvernance pour l'innovation et le développement local soutenable** présentée à valoir sur le l'Appel à Projets Simples du 14 mai 2008 ;

VUS les Décrets du Dirigeant du Secteur des Activités Internationales n° 6642 du 31 décembre 2008 et n° 1062 du 9 mars 2009, qui prennent acte de la décision du Comité Directeur du Programme, réuni à Livourne le 17 décembre 2008, d'approbation du Classement des Projets

decisione del Comitato Direttivo del Programma, riunitosi a Livorno il 17/12/2008, di approvazione della Graduatoria dei Progetti valutati nell'ambito del I Bando per Progetti Semplici del 14 Maggio 2008 ;

CONSIDERATO che a seguito di tale decisione, il **PROGETTO INNOLABS *Laboratori di governance per l'innovazione e lo sviluppo locale sostenibile*** risulta fra i progetti ammessi a finanziamento ;

VISTI i Regolamenti comunitari e successive modifiche che disciplinano gli interventi dei Fondi strutturali :

- Regolamento (CE) N° 1080/2006 del Parlamento Europeo e del Consiglio del 5 luglio 2006 relativo al Fondo Europeo di Sviluppo Regionale ;
- Regolamento (CE) N° 1083/2006 del Consiglio dell' 11 luglio 2006 relativo al FESR, FSE e Fondo di coesione ;
- Regolamento (CE) N° 1828/2006 dell' 8 dicembre 2006 della Commissione che stabilisce le modalità di esecuzione del Regolamento (CE) N° 1083/2006 ;

VISTA la Direttiva 2004/17/CE del Parlamento europeo e del Consiglio del 31 marzo 2004 che coordina le procedure di appalto degli enti erogatori di acqua e di energia, degli enti che forniscono servizi di trasporto e servizi postali e successive modifiche ;

VISTA la Direttiva 2004/18/CE del Parlamento europeo e del Consiglio del 31 marzo 2004 relativa al coordinamento delle procedure di aggiudicazione degli appalti pubblici di lavori, di forniture e di servizi e successive modifiche ;

évalués dans le cadre de l'Appel à Projets Simples du 14 mai 2008 ;

CONSIDERANT qu'à la suite de cette décision, le Projet **INNOLABS *Laboratoires de gouvernance pour l'innovation et le développement local soutenable*** est parmi les Projets admis au financement ;

VUS les Règlements communautaires et modifications successives concernant les interventions des Fonds structurels :

- Règlement (CE) N° 1080/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relatif au Fonds Européen de Développement Régional ;
- Règlement (CE) N° 1083/2006 du Conseil du 11 juillet 2006 relatif au FEDER, FSE et Fonds de cohésion ;
- Règlement (CE) N° 1828/2006 du 8 décembre 2006 de la Commission établissant les modalités d'exécution du Règlement (CE) N° 1083/2006 ;

VUE la Directive 2004/17/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 portant sur la coordination des procédures de passation des marchés, dans le secteur de l'eau et de l'énergie, des organismes qui fournissent des services de transport et des services postaux et les modifications successives ;

VUE la Directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services et successives modifications ;

VU le Règlement (CE) N° 1564/2005 de la Commission du 7 septembre 2005, établissant les formulaires standard pour la publication d'avis dans le cadre des procédures de passation des marchés publics conformément aux directives du Parlement européen et du Conseil

VISTO il Regolamento (CE) N° 1564/2005 della Commissione del 7 settembre 2005, che stabilisce modelli di formulari per la pubblicazione di bandi e avvisi relativi a procedure di aggiudicazione degli appalti pubblici conformemente alle direttive del Parlamento europeo e del Consiglio 2004/17/CE e 2004/18/CE e successive modifiche ;

VISTO il Trattato istitutivo della CE - Titolo VI Capo I "Regole di concorrenza" e gli articoli 87-89 "Aiuti concessi dagli Stati" ;

VISTO il DPR 3 ottobre 2008 n. 196 Regolamento di esecuzione del Reg. (CE) N° 1083/2006 recante disposizioni generali sul FESR, FSE e Fondo di Coesione ;

VISTO il Decreto del Primo Ministro della Repubblica francese n° 2007-1303 del 3 settembre 2007 recante le disposizioni nazionali di eleggibilità delle spese dei Programmi cofinanziati dai Fondi strutturali per il Periodo 2007-2013 ;

VISTI la Guida per l'attuazione e il Manuale per l'Utente adottati dal Comitato di Sorveglianza il 5 février 2008 e successive modifiche ;

SI CONVIENE E SI STIPULA QUANTO SEGUE :

Articolo 1 - Oggetto della Convenzione

1. La presente convenzione ha per oggetto la definizione dei diritti e degli obblighi dell'AGU e del Capofila derivanti dalle procedure di attuazione del Progetto **INNOLABS Laboratori di governance per l'innovazione e lo sviluppo locale sostenibile**, presentato dal Capofila (CF), in partenariato con i seguenti organismi :
Partner 2 - Regione TOSCANA

2004/17/CE et 2004/18/CE et successives modifications ;

VU le Traité instituant la CE - Titre VI Chapitre I «Règles de concurrence» et les articles 87-89 «Aides accordées par les Etats» ;

VU le DPR 3 octobre 2008 N.196 Règlement d'exécution du Règlement CE N° 1083/2006 portant dispositions générales sur le FEDER, FSE et Fonds de Cohésion ;

VU le Décret du Premier Ministre de la République française n° 2007-2013 du 3 septembre 2007 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des Programmes cofinancés par le Fonds structurels pour la période 2007-2013 ;

VU le Guide pour la mise en œuvre et le Manuel pour l'utilisateur adoptés par le Comité de Suivi le 5 février 2008 et successives modifications ;

IL EST CONVENU ET ADOPTÉ CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet de la Convention

1. La présente Convention a pour objet la définition des droits et des obligations de l'AGU et du Chef de file découlant des procédures de mise en œuvre du Projet **INNOLABS Laboratoires de gouvernance pour l'innovation et le développement local soutenable**, présenté par le Chef de file (CF), en partenariat avec les organismes suivants :
Partner 2 - Region TOSCANE
Partner 3 - Region LIGURIE
Partner 4 - Province de SASSARI
Partner 5 - Département de Sciences Politiques et sociales - Université de Pise
Le partenariat constitue un Comité de Pilotage, doté de son propre règlement interne, visant une gestion saine du Projet.
2. En annexe à la présente Convention figurent les documents suivants :

1. Fiche Projet,

Partner 3 - Regione LIGURIA

Partner 4 - Provincia di SASSARI

Partner 5 - Dipartimento di Scienza Politiche e Sociali - Università di Pisa

Il partenariato costituisce un Comitato di Pilotaggio, dotato di un proprio regolamento interno, finalizzato alla sana gestione del Progetto.

2. Sono allegati alla presente Convenzione i seguenti documenti :

1. Scheda Progettuale,
2. Piano Dettagliato delle Attività,
3. Lettere di cofinanziamento di ogni partner in originale,
4. Lettere d'intenti di ogni partner in originale,
5. Autodichiarazioni di ogni partner attestanti l'inquadramento del contributo al di fuori dei regimi d'aiuto e *de minimis* in originale,
6. Autodichiarazione attestante la qualifica di legale rappresentante del Capofila in originale,
7. quanto successivamente concordato con l'Autorità di Gestione Unica (AGU) e da questa con la Commissione europea in ordine alle procedure a valere sui sistemi di gestione e controllo del Programma,
8. Convenzione interpartenariale.

3. Gli Allegati da 1 a 7 costituiscono parte integrante della presente Convenzione. I documenti originali sono in possesso di l'AGU

Articolo 2 - Durata

1. La presente Convenzione entra in vigore dalla data della sua sottoscrizione da parte dell'AGU.

La sua validità si estende fino alla data di erogazione del saldo finale al Programma da parte della Commissione.

La data di avvio del progetto è quella comunicata per iscritto nella dichiarazione di inizio attività da parte

2. Plan Détaillé des Activités,
3. Lettres en version originale de cofinancement de chaque partenaire,
4. Lettres d'intention en version originale de chaque partenaire,
5. Déclarations sur l'honneur en version originale de chaque partenaire attestant l'encadrement de la contribution en dehors des régimes d'aide et *de minimis*,
6. Déclarations en version originale sur l'honneur attestant le statut de représentant légal du Chef de file,
7. tout ce qui est convenu successivement avec l'Autorité de Gestion Unique (AGU) et entre celle-ci et la Commission européenne quant aux procédures à valoir sur les systèmes de gestion et contrôle du Programme,
8. Convention interpartenariale.

3. Les Annexes de 1 à 7 font partie intégrante de la présente Convention. Les pièces en original sont détenues par l'AGU

Article 2 - Durée

1. La présente Convention entre en vigueur à compter de sa signature.

Sa validité s'étend jusqu'à la date du versement du solde final au Programme de la part de la Commission.

La date de démarrage du projet est celle communiquée par écrit dans la déclaration de début des activités de la part du CF du projet à l'AGU, date qui cependant ne pourra pas être antérieure au 7 avril 2009.

La durée du projet est celle déclarée dans la Fiche Projet, celle-ci découle à partir de la date de début communiquée dans la déclaration faite par le CF à l'AGU.

2. Au cas où le CF et/ou les partenaires retarderaient le démarrage des activités, l'AGU, après consultation du Comité Directeur, se réserve le droit de révoquer le financement.

Article 3 - Obligations du Chef de file

del CF del progetto all'AGU, data che comunque non può essere antecedente al 7 aprile 2009.

La durata del progetto è quella dichiarata nella Scheda Progettuale, essa decorre dalla data di avvio comunicata nella dichiarazione di inizio attività dal CF all'AGU.

2. Qualora il CF e/o i partner ritardino l'avvio delle attività, l'AGU, sentito il Comitato Direttivo, si riserva il diritto di revocare il finanziamento.

Articolo 3 - Obblighi del Capofila

1. Il Capofila :

- a) dichiara di rappresentare il partenariato di Progetto come documentato dalla Convenzione interpartenariale allegata alla presente Convenzione; si obbliga al rispetto della Convenzione interpartenariale fermo restando che ogni integrazione e/o modifica della detta Convenzione dovrà essere comunicata per iscritto all'AGU al fine di ottenere l'assenso in ordine alle integrazioni e/o modifiche apportate prima della loro applicazione. L'AGU dovrà esprimersi per iscritto in ordine a dette richieste di integrazione e/o modifica entro 10 giorni lavorativi a far data dalla presentazione della richiesta. Qualsiasi comportamento del partenariato non conforme a quanto previsto dalla Convenzione interpartenariale dovrà essere comunicato senza indugio all'AGU ;
- b) assicura che il Progetto sia realizzato nel rispetto delle modalità e dei tempi previsti dalla Scheda progettuale e dal Piano Dettagliato delle Attività ;
- c) riceve il versamento del contributo pubblico comunitario (FESR) ed eroga agli altri

1. Le Chef de file :

- a) déclare représenter le partenariat de Projet tel que documenté par la Convention interpartenariale annexée à la présente Convention; il s'engage au respect de la Convention interpartenariale étant entendu que toute intégration et/ou modification de ladite Convention devra être communiquée par écrit à l'AGU afin d'obtenir l'assentiment quant aux intégrations et/ou modifications apportées avant leur application. L'AGU devra s'exprimer par écrit sur lesdites demandes d'intégration et/ou modifications dans les 10 jours ouvrables à partir de la présentation de la demande. Tout comportement du partenariat non conforme à ce qui est prévu dans la Convention interpartenariale devra être communiqué dans les délais les plus brefs à l'AGU ;
- b) s'assure que le Projet est réalisé en respectant les modalités et les délais prévus par la Fiche Projet et par le Plan Détaillé des Activités ;
- c) reçoit le versement de la contribution communautaire (FEDER) et reverse aux autres partenaires leurs parts respectives de contribution, intégralement et dans les délais les plus brefs, et en tout cas dans les 45 jours suivant la date de réception du versement, sauf impossibilité avérée d'exécuter ;
- d) communique à l'AGU la bonne réception du versement des contributions en en spécifiant la Demande Unique de Remboursement (DUR) de référence ;
- e) informe l'AGU quant à l'éventuelle déchéance du partenariat en ce qui concerne la conformité du statut juridique par rapport à ce que prévoit le PO et la documentation de Programme, pour toute la durée

- partner le rispettive quote di contributo, integralmente e senza indugio, e comunque non oltre 45 giorni dalla data di ricezione del versamento, salvo comprovate impossibilità di adempiere ;
- d) comunica all'AGU l'avvenuta ricezione del versamento dei contributi specificandone la Domanda Unica di Rimborso di riferimento, in seguito denominata DUR ;
- e) informa l'AGU in ordine all'eventuale decadimento del partenariato per quanto attiene alla conformità dello status giuridico rispetto a quanto previsto dal PO e dalla documentazione di Programma, per tutta la durata del Progetto ;
- f) coordina i partner di Progetto al fine di realizzare quanto da essi previsto ;
- g) risponde delle proprie inadempienze rispetto agli obblighi che derivano dalla presente Convenzione ed e' responsabile in via solidale delle inadempienze imputabili ai partner del progetto. I singoli partner rispondono delle proprie inadempienze rispetto agli obblighi che derivano dal combinato disposto della presente convenzione e della convenzione interpartenariale ;
- h) in caso di irregolarità si assume la responsabilità della dichiarazione rilasciata in ordine alle spese sostenute e si obbliga a riversare all'Autorità di Certificazione Unica (ACU) quanto indebitamente ricevuto in conformità a quanto previsto dalla documentazione del Programma ai sensi dell'art. 17 del Reg. (CE) N° 1080/2006 ;
- i) è responsabile verso terzi, inclusa la responsabilità per
- du Projet ;
- f) coordonne les partenaires de Projet afin de réaliser ce qui est prévu par ceux-ci ;
- g) répond de ses propres manquements aux obligations qui découlent de la présente Convention. Il est responsable de manière solidaire des manquements imputables aux partenaires du projet. Chaque partenaire répond de ses propres manquements aux obligations qui découlent de la présente convention et de la convention interpartenariale ;
- h) en cas d'irrégularité il assume la responsabilité de la déclaration inhérente aux dépenses soutenues et il s'engage à rembourser à l'Autorité de Certification Unique (ACU) les sommes indûment perçues, conformément à la documentation du Programme au sens de l'article 17 du Reg. (CE) N. 1080/2006 ;
- i) est responsable vis-à-vis de tiers, y compris la responsabilité pour préjudices ou offenses de toutes sortes, exclusivement en ce qui concerne ceux causés par lui-même pendant la période de réalisation du Projet. Le CF ne pourra donc pas être tenu pour responsable des préjudices ou offenses de toutes sortes causés pendant la période de réalisation du Projet par un ou plusieurs partenaires, qui seront tenus directement pour responsables ;
- j) L'AGU ne pourra pas être tenue pour responsable en cas de demandes ou actions résultant d'un manque de respect de règles ou de règlements et pour des préjudices ou offenses causés par le CF lui-même ou par l'un de ses partenaires, ou comme résultat de la violation des droits d'un tiers. L'AGU par conséquent ne pourra accepter aucune demande

- danni o offese di qualsiasi tipo, limitatamente a quelli da lui causati durante il periodo di realizzazione del Progetto. Il CF non può pertanto essere ritenuto responsabile di danni o offese di qualsiasi tipo causati durante il periodo di realizzazione del Progetto da parte di uno o più partner, che saranno ritenuti direttamente responsabili ;
- j) L'AGU non può essere ritenuta responsabile in caso di richieste o azioni che risultino da un mancato rispetto di regole o regolamenti e per danni o offese causati da parte del CF stesso o di uno dei suoi partner, o come risultato della violazione dei diritti di un terzo. L'AGU pertanto non può accettare nessuna richiesta di indennizzo o aumento del pagamento in relazione a tale danno od offesa ;
- k) assicura la buona esecuzione dell'intera operazione in termini di realizzazione procedurale, fisica e finanziaria ;
- l) è unico referente nei rapporti con l'AGU, l'ACU e l'Autorità di Audit Unica (AAU) ;
- m) risponde, in qualità di referente unico per tutti i partner, alle richieste di informazioni e/o di modifiche dell'AGU con particolare riferimento ai dati ed agli elementi inerenti l'avanzamento fisico, procedurale e finanziario, necessari all'implementazione del sistema di monitoraggio ;
- n) assicura il rispetto delle normative comunitarie, nazionali e regionali rilevanti in materia di ammissibilità delle spese, procedure di evidenza pubblica, appalti pubblici, concorrenza, protezione dell'ambiente, pari opportunità, d'indemnisation ou d'augmentation du paiement en relation avec ce préjudice ou cette offense ;
- k) assure la bonne exécution de toute l'opération en termes de réalisation procédurale, physique et financière;
- l) est le référent unique dans les rapports avec l'AGU, l'ACU et l'Autorité d'Audit Unique (AAU) ;
- m) répond en qualité de référent unique pour tous les partenaires, aux demandes d'informations et/ou de modifications de l'AGU, notamment pour ce qui concerne les données et les éléments inhérents à l'avancement physique, procédural et financier, nécessaires pour la mise en œuvre du système de suivi ;
- n) assure le respect des normes communautaires, nationales et régionales concernant l'éligibilité des dépenses, la passation des marchés publics, les règles de la concurrence, la protection de l'environnement, les égalités des chances, l'information et la publicité ;
- o) utilise un système de comptabilité séparée ou bien une codification comptable appropriée pour toutes les transactions concernant l'opération; assure, par le biais d'une déclaration signée sous la responsabilité de chacun des partenaires, que le partenariat adopte un système de comptabilité séparée ou bien une codification comptable appropriée pour toutes les transactions concernant l'opération ;
- p) conserve et rend disponible sur demande de la Commission européenne, de l'AGU et de tout autre organisme ayant droit, toute la documentation concernant la mise en œuvre du Projet pour une période d'au moins trois ans successive au versement du solde aux termes de l'art. 90 du Règ. (CE) N° 1083/2006 ;

- informazione e pubblicità ;
- o) utilizza un sistema di contabilità separata o una codificazione contabile adeguata per tutte le transazioni relative all'operazione; garantisce, attraverso una dichiarazione sottoscritta da ciascun partner, che il partenariato adotti un sistema di contabilità separata o una codificazione contabile adeguata per tutte le transazioni relative all'operazione ;
- p) conserva e rende disponibile su richiesta della Commissione europea, dell'AGU e di qualsiasi organismo che ne abbia diritto, tutta la documentazione relativa all'attuazione del Progetto per un periodo di almeno tre anni successivo all'erogazione del saldo ai sensi dell' art. 90 del Reg. (CE) N° 1083/2006 ;
- q) coopera durante le fasi di controllo esperite dagli organismi di controllo e di certificazione di primo livello, nonché durante i controlli esperiti dall'AGU, dall'ACU, dall'AAU, dai servizi comunitari competenti e da qualsiasi organismo che ne abbia diritto, accettandone le conseguenze ;
- r) elabora e trasmette i rapporti ordinari ed eventuali rapporti straordinari di monitoraggio nei tempi e nei modi richiesti dall'AGU ;
- s) adotta il Sistema Informatico di Gestione, Monitoraggio, Rendicontazione e Controllo del Programma dotandosi della strumentazione necessaria e ne assicura l'adozione da parte del partenariato ; qualora uno o più partner siano oggettivamente impossibilitati, provvede all'alimentazione del Sistema Informatico di
- q) coopère pendant les phases de contrôle effectuées par les organismes de contrôle et de certification de premier niveau, ainsi que pendant les contrôles effectués par l'AGU, par l'ACU, par l'AAU, par les services communautaires compétents et par un quelconque organisme qui en ait le droit, en en acceptant les conséquences ;
- r) élabore et transmet les rapports ordinaires et d'éventuels rapports extraordinaires de suivi dans les délais et les modalités requis par l'AGU ;
- s) adopte le Système Informatique de Gestion, Suivi, Comptabilité et Contrôle du Programme en se dotant des outils nécessaires et en assure l'adoption de la part du partenariat; si un ou plusieurs partenaires sont objectivement dans l'impossibilité de le faire, il pourvoit à l'alimentation du Système Informatique de Gestion, Suivi, Comptabilité et Contrôle du Programme à leur place ;
- t) coopère avec les organismes préposés de gestion du Programme afin de compléter la documentation comptable en cas de demande d'intégration et/ou de rectification des demandes de remboursement ;
- u) collationne la documentation comptable provenant des partenaires visant à préparer les DUR ;
- v) prépare les DUR et les transmet à l'AGU conformément aux procédures de comptabilité du Programme ;
- w) répercute les procédures de dégagement d'office à la demande de l'AGU en effectuant les modifications nécessaires du budget ;
- x) est responsable des procédures de recouvrement des montants indûment versés aux bénéficiaires ;
- y) informe immédiatement l'AGU en cas de diminution des dépenses ou

- Gestione, Monitoraggio, Rendicontazione e Controllo del Programma per loro conto ;
- t) coopera con gli organismi preposti alla Gestione del Programma al fine di perfezionare la documentazione contabile in caso di richiesta di integrazione e/o rettifica delle domande di rimborso ;
- u) collaziona la documentazione contabile proveniente dai partner finalizzata alla predisposizione delle DUR ;
- v) predispone le DUR e le trasmette all'AGU così come previsto dalle procedure di rendicontazione del Programma ;
- w) dà seguito alle procedure di disimpegno automatico dietro richiesta dell'AGU operando le necessarie rimodulazioni di budget ;
- x) è responsabile delle procedure di recupero degli importi indebitamente versati ai beneficiari ;
- y) informa immediatamente l'AGU nel caso di minori spese o se una delle condizioni di pagamento cessa di essere rispettata o se si avverano circostanze che danno diritto all'AGU di diminuire il pagamento o di esigere un rimborso parziale del contributo ;
- z) richiede l'autorizzazione all'AGU nei casi di modifica di attività e/o di budget rispetto a quanto descritto nella Scheda di progetto e nel Piano Dettagliato delle Attività e conformemente a quanto stabilito dalla documentazione di Programma ;
- aa)invita l'AGU/Segretariato Tecnico Congiunto (STC) come osservatore alle riunioni del
- bien si une des conditions de paiement cesse d'être respectée ou si se produisent des circonstances donnant droit à l'AGU de diminuer le paiement ou d'exiger un remboursement partiel de la contribution ;
- z) demande l'autorisation à l'AGU en cas de modification d'activité et/ou de budget par rapport à ce qui est décrit dans la Fiche Projet et dans le Plan Détaillé des Activités et conformément à ce qui est établi par la Documentation de Programme ;
- aa)invite l'AGU/Secrétariat Technique Conjoint (STC) en tant qu'observateur aux réunions du Comité de Pilotage (CdP). Les procès-verbaux des réunions devront être envoyés à l'AGU/STC;
- bb)vérifie la validation, de la part des auditeurs, des dépenses déclarées par les bénéficiaires qui participent à l'opération ;
- cc)contrôle la conformité des dépenses par rapport aux normes d'éligibilité de ces dernières et en ce qui concerne les activités prévues par le Projet et rectifie les comptes-rendus financiers des partenaires, si nécessaire, en s'assurant la responsabilité financière ;
- dd)assure que les dépenses déclarées par les bénéficiaires qui participent à l'opération aient été soutenues en vue de poursuivre les objectifs prévus par l'opération ;
- ee)déclare que les activités réalisées et comptabilisées par lui même pendant la mise en œuvre du Projet ne représentent pas un double emploi de travaux déjà exécutés, n'ont pas bénéficié et ne bénéficient pas d'autres financements publics et que ces activités constituent des solutions innovantes ;
- ff) garantit, par le biais d'une déclaration signée sous la responsabilité de chacun des

Comitato di Pilotaggio (CdP). I verbali delle riunioni dovranno essere inviati all'AGU/STC ;

bb) verifica la convalida, da parte dei controllori, delle spese dichiarate dai beneficiari che partecipano all'operazione ;

cc) controlla la conformità delle spese in ordine alle norme di ammissibilità delle stesse ed in ordine alle attività previste dal progetto e rettifica i rendiconti dei partner, ove necessario, recandone la responsabilità finanziaria ;

dd) assicura che le spese dichiarate dai beneficiari che partecipano all'operazione siano state sostenute per il perseguimento degli obiettivi previsti dall'operazione medesima ;

ee) dichiara che le attività realizzate e contabilizzate da lui medesimo durante la messa in opera del progetto non costituiscono duplicazione di lavori già eseguiti, non hanno beneficiato e non beneficiano di altri finanziamenti pubblici e che dette attività costituiscono soluzioni innovative ;

ff) garantisce, attraverso una dichiarazione sottoscritta da ciascun partner del progetto, che le attività realizzate dal partenariato durante la messa in opera del Progetto non costituiscono duplicazione di lavori già eseguiti, non hanno beneficiato e non beneficiano di altri finanziamenti pubblici a valere sulle medesime attività e che dette attività costituiscono soluzioni innovative.

2. Inoltre il CF è responsabile delle attività che dovranno essere realizzate dal partenariato come di seguito elencate :

a) realizzazione delle rispettive attività secondo le modalità e i

partenaires du projet, que les activités réalisées par le partenariat pendant la mise en œuvre du Projet ne représentent pas un double emploi de travaux déjà exécutés, n'ont pas bénéficié et ne bénéficient pas d'autres financements publics à valoir sur les mêmes activités et que ces activités constituent des solutions innovantes.

2. De plus le CF est responsable des activités qui devront être réalisées par le partenariat telles que citées ci-dessous :

a) réalisation des respectives activités selon les modalités et les délais prévus par la Fiche Projet et par le Plan Détaillé des Activités, dans le respect du budget prévu ;

b) bonne exécution de l'opération, en termes de réalisation procédurale, physique et financière, pour la part qui lui revient ;

c) adoption des modifications à la documentation de Projet éventuellement proposées par les organismes de gestion du Programme et/ou des éventuelles modifications à la documentation de Projet établies par le partenariat, conformément aux procédures prévues dans la documentation de Programme ;

d) conservation de toute la documentation de son ressort concernant la mise en œuvre du Projet pour une période d'au moins trois ans à compter du versement du solde aux termes de l'art. 90 du Règ. (CE) N° 1083/2006 ;

e) élaboration et transmission des rapports ordinaires et des éventuels rapports extraordinaires de suivi dans les délais et les modalités requis par le CF ;

f) adoption du Système Informatique de Gestion, Suivi, Comptabilité et Contrôle du Programme ;

g) préparation de la documentation comptable et de toute autre information visant au compte-rendu des dépenses et à l'élaboration des

- tempi previsti dalla Scheda progettuale e dal Piano di Dettaglio delle Attività, nel rispetto del budget previsto ;
- b) buona esecuzione dell'operazione, in termini di realizzazione procedurale, fisica e finanziaria, per la quota di propria competenza ;
 - c) adozione delle modifiche alla documentazione di Progetto eventualmente proposte dagli organismi di gestione del Programma e/o delle eventuali modifiche alla documentazione di Progetto stabilite dal partenariato, in conformità delle procedure previste dalla documentazione di Programma ;
 - d) conservazione di tutta la documentazione di propria competenza relativa all'attuazione del Progetto per un periodo di almeno tre anni successivo all'erogazione del saldo ai sensi dell' art. 90 del Reg. (CE) N° 1083/2006 ;
 - e) elaborazione e trasmissione dei rapporti ordinari e degli eventuali rapporti straordinari di monitoraggio nei tempi e nei modi richiesti dal CF medesimo ;
 - f) adozione del Sistema Informatico di Gestione, Monitoraggio, Rendicontazione e Controllo del Programma ;
 - g) predisposizione della documentazione contabile e di ogni altra informazione finalizzata alla rendicontazione delle spese e alla elaborazione delle DUR attestandone la conformità in ordine al perseguimento degli obiettivi previsti dall'operazione. Trasmissione della documentazione ai servizi di controllo e certificazione di primo livello per le verifiche DUR en en attestant la conformità quant à la poursuite des objectifs prévus par l'opération. Transmission de la documentation aux services de contrôle et de certification de premier niveau pour les contrôles prévus par les procédures de comptabilité du Programme ;
 - h) transmission au CF de la documentation certifiée concernant le compte-rendu des dépenses, finalisée par l'élaboration des DUR, dans les délais et les modalités prévus par les procédures de comptabilité du Programme.
3. Enfin le CF veille afin que les autres partenaires du Projet :
- a) assurent le respect des normes communautaires, nationales et régionales concernant l'éligibilité des dépenses, la passation des marchés publics, les règles de la concurrence, la protection de l'environnement, les égalités des chances, l'information et la publicité ;
 - b) rendent disponibles à la demande du CF, de la Commission européenne, de l'AGU et de tout autre organisme ayant droit toute la documentation de son ressort concernant la mise en œuvre du Projet pour une période d'au moins trois ans à compter du versement du solde aux termes de l'art. 90 du Règ. (CE) N° 1083/2006 ;
 - c) coopèrent pendant les phases de contrôle accomplies par le CF, les organismes de contrôle et de certification de premier niveau, ainsi que pendant les contrôles effectués par l'AGU, par l'ACU, par l'AAU, par les services communautaires compétents et par un quelconque organisme qui en ait le droit, en en acceptant les conséquences ;
 - d) reçoivent le versement des contributions et en donnent opportune communication au CF en

- previste dalle procedure di rendicontazione del Programma ;
- h) trasmissione al CF medesimo della documentazione certificata inerente la rendicontazione delle spese, finalizzata alla elaborazione delle DUR, nei tempi e nei modi previsti dalle procedure di rendicontazione del Programma.
3. Infine il CF vigila affinché gli altri Partner del Progetto :
- a) assicurino il rispetto delle normative comunitarie, nazionali e regionali rilevanti in materia di ammissibilità delle spese, procedure di evidenza pubblica, appalti pubblici, concorrenza, protezione dell'ambiente, pari opportunità, informazione e pubblicità ;
- b) rendano disponibile su richiesta del CF, della Commissione europea, dell'AGU e di qualsiasi organismo che ne abbia diritto, tutta la documentazione di propria competenza relativa all'attuazione del Progetto per un periodo di almeno tre anni successivo all'erogazione del saldo ai sensi dell'art. 90 del Reg. (CE) N° 1083/2006 ;
- c) cooperino durante le fasi di controllo esperite dal CF, dagli organismi di controllo e di certificazione di primo livello nonché durante i controlli esperiti dall'AGU, dall'ACU, dall'AAU, dai servizi comunitari competenti e da qualsiasi organismo che ne abbia diritto, accettandone le conseguenze ;
- d) che diano tempestiva comunicazione al CF dei versamenti ricevuti specificandone la DUR di riferimento ;
- e) ricevano dai servizi di controllo en spécifiant la DUR de référence ;
- e) reçoivent des services de contrôle et de certification de premier niveau l'attestation de certification des dépenses soutenues et en vérifient la conformité et l'exactitude relativement au cadre financier de Projet pour la part qui est de leur ressort ;
- f) coopèrent avec le CF et avec les organismes préposés à la gestion du Programme afin de perfectionner la documentation comptable en cas de demande d'intégration et/ou de rectification des demandes de remboursement ;
- g) coopèrent afin de perfectionner les procédures de dégageement d'office à la demande du CF à l'initiative de l'AGU, en effectuant les modifications nécessaires du budget ;
- h) transmettent au CF toute modification des données fournies par le biais du Formulaire de candidature ou de tout autre document concernant les rapports juridiques à la fois entre partenaires et entre partenaires et organismes de gestion du Programme.

Article 4 - Coopération avec des tiers (prestataires) et externalisation pour l'achat de biens et/ou services

1. En cas de coopération avec des tiers non prévue par la Fiche Projet ou par le Plan Détaillé des Activités, le partenaire pourra la réaliser selon les modalités suivantes :

- ex lett. A) n° 1 art. 50 Règ. (CE) N° 1828/2006,
- externalisation pour l'achat de biens et/ou services.

2. La responsabilité des activités ainsi réalisées reste celle du partenaire qui aura adopté cette modalité de coopération.

3. Dans les cas cités ci-dessus, quand la coopération avec des tiers et/ou l'externalisation pour l'achat de biens et/ou de services ne figure pas déjà dans le

- e certificazione di primo livello l'attestato di certificazione delle spese sostenute e ne verifichino la conformità e l'esattezza in ordine al quadro finanziario di progetto per la quota di loro competenza ;
- f) cooperino con il CF medesimo e con gli organismi preposti alla Gestione del Programma al fine di perfezionare la documentazione contabile in caso di richiesta di integrazione e/o rettifica delle domande di rimborso ;
- g) cooperino al fine del perfezionamento delle procedure di disimpegno automatico dietro richiesta del CF medesimo su impulso dell'AGU, operando le necessarie rimodulazioni di budget ;
- h) trasmettano al CF medesimo ogni modifica avvenuta in ordine ai dati forniti per il tramite del Formulario di candidatura o di qualsiasi altro documento rilevante ai fini dei rapporti giuridici tra partner e tra partner e organismi di gestione del Programma.

Articolo 4 - Cooperazione con terzi ed esternalizzazione per l'acquisizione di beni e/o servizi

1. In caso di cooperazione con terzi non prevista dalla Scheda progettuale o dal Piano di Dettaglio delle Attività, il partner potrà realizzarla con le seguenti modalità:

- ex lett. a) n° 1 art. 50 Reg. (CE) N° 1828/2006,
- esternalizzazione per l'acquisizione di beni e/o servizi.

2. La responsabilità delle attività così realizzate permane in capo al partner che avrà adottato tale modalità di cooperazione.

Plan Détaillé des Activités, le partenaire est tenu à informer par écrit le CdP du Projet qui exprime son avis sur la proposition.

4. Le recours à la coopération avec des tiers et/ou l'externalisation pour l'achat de biens et/ou de services cité ci-dessus pourra être adopté à partir de la date d'autorisation de la part du CdP.

Article 5 - Obligations de l'Autorité de Gestion Unique

1. L'AGU :

- vérifie que les conditions d'approbation établies dans la présente Convention soient observées,
- vérifie la cohérence et la conformité des dépenses soutenues par le partenariat par rapport aux objectifs du Projet et du Programme.

2. L'AGU ne peut en aucun cas, ni à aucun titre être tenue responsable des préjudices causés au personnel et aux biens du CF ou de l'un des partenaires pendant la réalisation du Projet.

Par conséquent aucune demande d'indemnisation ou d'augmentation de contribution n'est admise pour ces motifs.

3. En cas de préjudice à l'encontre de tiers ou d'infraction de la législation de la part du CF et/ou des partenaires de Projet, l'AGU est soulevée de toute responsabilité.

Article 6 - Cession de droits et d'obligations, succession légale

1. L'AGU a faculté de céder à des tiers, à tout moment, les droits et les obligations acquis aux termes de la présente Convention. En cas de cession, l'AGU informera le CF dans les délais les plus brefs.

2. Le CF a faculté de céder droits et obligations acquis aux termes de la présente Convention, après avoir demandé l'autorisation écrite du CdP du Projet et l'autorisation écrite délivrée

3. Nei casi di cui sopra, quando la cooperazione con terzi e/o l'esternalizzazione per l'acquisizione di beni e/o servizi non figurì già nel piano di dettaglio delle attività, il partner è tenuto a informare per iscritto il CdP del Progetto che si esprime sulla proposta.

4. Il ricorso alla cooperazione con terzi e/o l'esternalizzazione per l'acquisizione di beni e/o servizi di cui sopra potrà essere adottato a far data dall'autorizzazione da parte del CdP.

Articolo 5 - Obblighi dell'Autorità di Gestione Unica

1. L'AGU :

- verifica che le condizioni di approvazione fissate nella presente convenzione siano osservate,
- verifica la coerenza e la conformità delle spese sostenute dal partenariato rispetto agli obiettivi del Progetto e del Programma.

2. L'AGU non può in alcun caso, né a qualunque titolo essere ritenuta responsabile dei danni causati al personale e ai beni del CF o di uno dei partner durante la realizzazione del Progetto.

Di conseguenza nessuna domanda d'indennità o aumento di contributo è ammessa per questi motivi.

3. In caso di danni a terzi o di infrazione della legislazione da parte del CF e/ o dai partners di progetto, l'AGU è sollevata da ogni responsabilità.

Articolo 6 - Cessione di diritti ed obblighi, successione legale

1. L'AGU ha facoltà di cedere a terzi, in qualsiasi momento i diritti e gli obblighi acquisiti ai sensi della presente Convenzione. In caso di cessione, l'AGU informerà il CF senza indugio.

par le CD par le biais de l'AGU, qui devra pourvoir à la préparation d'une nouvelle Convention avec le cessionnaire ou successeur légal.

3. En cas de cession ou de succession légale, le CF est tenu de transmettre toutes les obligations et les responsabilités acquises en vertu de la présente Convention au cessionnaire ou au successeur légal.

4. En tout cas la délégation des activités est exclue.

Article 7 - Octroi de la contribution publique

1. Pour la mise en œuvre du Projet

INNOLABS

Laboratoires de gouvernance pour l'innovation et le développement local soutenable une contribution publique est octroyée selon la répartition suivante :

| Budget total du Projet | Contribution publique communautaire (FEDER) 75 % | Contribution publique nationale (CN) 25 % |
|------------------------|--|--|
| 2205090 .00 Euro | 1653817.50 Euro | 551272.50 Euro |

2. Cette contribution est répartie entre les Partenaires, par rapport aux activités réalisées par chacun d'entre eux, selon ce qui est indiqué dans la Fiche Projet et dans le Plan Détaillé des Activités en annexe à la présente Convention.

3. L'AGU pourra résilier la présente Convention en cas d'interruption des paiements de la part de la Commission européenne pour des causes non imputables à l'AGU elle-même. Dans ce cas le CF et le partenariat auront droit au remboursement des dépenses soutenues et certifiées jusqu'à concurrence des sommes versées par la Commission européenne.

4. En ce qui concerne la Contribution publique nationale, celle-ci est garantie comme il suit :

- en ce qui concerne le partenariat

2. Il CF ha facoltà di cedere diritti ed obblighi acquisiti ai sensi della presente Convenzione, previa autorizzazione scritta del CdP del Progetto e previa autorizzazione scritta rilasciata dal CD per il tramite dell'AGU, che dovrà provvedere alla predisposizione di una nuova Convenzione con il cessionario o successore legale.

3. In caso di cessione o di successione legale, il CF è tenuto a trasmettere tutti gli obblighi e le responsabilità acquisite in virtù della presente Convenzione al cessionario o al successore legale.

4. È in ogni caso fatta esclusione di delega delle attività.

Articolo 7 - Concessione del contributo pubblico

1. Per l'attuazione del Progetto “

INNOLABS

Laboratori di governance per l'innovazione e lo sviluppo locale sostenibile” viene concesso un contributo pubblico, così ripartito:

| Budget totale del Progetto | Contributo pubblico comunitario (FESR) 75 % | Contributo pubblico nazionale (CN) 25 % |
|----------------------------|---|---|
| 2205090.00 Euro | 1653817.50 Euro | 551272.50 Euro |

2. Tale contributo viene ripartito tra i Partner, in rapporto alle attività realizzate da ciascuno di essi, secondo quanto indicato nella Scheda Progettuale e nel Piano Dettagliato di Attività allegati alla presente Convenzione.

3. L'AGU potrà recedere dalla presente convenzione in caso di interruzione dell'erogazione delle risorse finanziarie da parte della Commissione Europea per cause non imputabili all'AGU medesima. In tal caso al CF e al partenariato sarà

italien, par le Fonds de Rotation italien, institué par la loi du 16 avril 1987 n° 183 (Délibération CIPE n° 36 du 15 juin 2007),

- en ce qui concerne le partenariat français, par les sujets signataires des lettres de cofinancement.

5. Les ressources financières mises à disposition du projet sont uniquement des remboursements de dépenses effectivement réalisées par les partenaires. Les versements d'avances ne sont pas prévus.

6. En vertu de ce qui précède, il est spécifié que le montant exact du financement sera calculé sur la base des dépenses effectivement soutenues, contrôlées et déclarées admissibles au financement aux termes des normes de référence.

L'admissibilité des dépenses est subordonnée au respect des normes nationales et communautaires et à l'évaluation de la part de l'AGU des résultats produits par le Projet.

7. Les dépenses qui peuvent faire l'objet de contribution sont exclusivement celles dont l'admissibilité est explicitée dans la Fiche Projet et dans le Plan Détaillé d'Activité et successives modifications approuvées. L'admissibilité des dépenses en régime FEDER est régie par l'art. 7 du Règ. (CE) N° 1080/2006, par la réglementation nationale et par les dispositions de la documentation de Programme.

8. Les activités de Projet et les dépenses conséquentes sont admissibles si elles sont effectivement soutenues dans la période allant de la date de démarrage à la date de clôture du Projet, indiquées dans la Fiche Projet.

Les dépenses de préparation du Projet sont admissibles si elles sont soutenues dans la période allant du 1^{er} janvier 2007 jusqu'à la date de présentation de la candidature, pour un montant non supérieur à 1,5 % du budget total de Projet. Sont admises de plus les dépenses de démarrage du Projet pour un montant

riconosciuto il rimborso delle spese sostenute e certificate fino alla concorrenza delle somme erogate dalla Commissione europea.

4. Per quanto riguarda il Contributo pubblico nazionale, questo è garantito come segue :

- per quanto riguarda il partenariato italiano, dal Fondo di Rotazione Italiano, istituito con legge 16 aprile 1987 n° 183 (Delibera CIPE n° 36 del 15 juin 2007),
- per quanto riguarda il partenariato francese, dai soggetti firmatari delle lettere di cofinanziamento.

5. In merito alle risorse finanziarie messe a disposizione del Progetto sono previsti esclusivamente versamenti a titolo di rimborso delle spese effettivamente sostenute dal partenariato. Non sono previsti anticipi.

6. Per quanto precede, si specifica che l'ammontare esatto del finanziamento verrà calcolato sulla base delle spese effettivamente sostenute, controllate e dichiarate ammissibili al finanziamento ai sensi della normativa di riferimento.

L'ammissibilità delle spese è subordinata al rispetto della normativa nazionale e comunitaria e alla valutazione da parte dell'AGU dei risultati prodotti dal Progetto.

7. Le spese che possono essere oggetto di contribuzione sono esclusivamente quelle ammissibili esplicitate nella Scheda Progettuale e nel Piano Dettagliato di Attività e successive modifiche approvate. L'ammissibilità delle spese in regime FESR è disciplinata dall'art. 7 del Reg (CE) N° 1080/2006, dalla regolamentazione nazionale e dalle disposizioni della documentazione di Programma.

8. Le attività progettuali e le relative spese sono ammissibili se sono

non supérieur à 1 % du budget total, soutenues de la date de publication du classement jusqu'à la date de signature de la présente Convention.

9. Le CF déclare que les activités qui font l'objet du Projet n'ont pas bénéficié et ne bénéficieront pas d'autres financements communautaires et/ou nationaux et/ou régionaux.

Le CF garantit que le Projet ne fera pas double emploi avec des activités déjà réalisées et que les solutions adoptées pour la réalisation du Projet sont innovantes.

Article 8 - Demande de remboursement des dépenses effectivement soutenues et octroi de la contribution

1. Le CF demande le remboursement des dépenses effectivement soutenues sur présentation d'une Demande de Remboursement récapitulative des dépenses soutenues par tous les partenaires qui ont participé aux activités ayant concouru aux dites dépenses.

Ladite Demande, dénommée Demande Unique de Remboursement (DUR) doit être accompagnée d'un rapport d'avancement du Projet. A ces fins le CF utilise le modèle fourni par l'AGU.

2. Aux termes de l'art. 20 du Règ. (CE) N° 1080/2006, le CF doit s'assurer que les dépenses des partenaires aient été validées par le service de contrôle et de certification de premier niveau. Le CF est tenu de vérifier la conformité et la congruité des dépenses effectivement soutenues par le partenariat par rapport aux objectifs prévus par le Projet avec obligation de annuler les dépenses considérées comme non admissibles.

3. Le CF et le partenariat sont responsables, vis à vis des administrations qui assurent la contribution publique pour la partie de leur ressort, de l'utilisation des ressources qui leur ont été attribuées et de la régularité des activités réalisées.

4. Le CF italien reçoit sur un compte bancaire la contribution FEDER et la CN, qui lui ont été versées par l'ACU à valoir

effettivamente sostenute nel periodo intercorrente fra la data di avvio e la data di chiusura del Progetto, indicate nella Scheda di Progetto.

Le spese di progettazione sono ammissibili se sostenute nel periodo compreso dal 1 gennaio 2007 fino alla data di presentazione della candidatura, per un ammontare non superiore all' 1,5 % del budget totale di Progetto. Sono inoltre ammesse spese di avvio del Progetto per un ammontare non superiore all'1 % del budget totale, sostenute dalla data di pubblicazione della graduatoria fino alla data di sottoscrizione della presente Convenzione.

Articolo 8 - Richiesta di rimborso delle spese effettivamente sostenute ed erogazione del contributo

1. Il CF richiede il rimborso delle spese effettivamente sostenute dietro presentazione di una Domanda di Rimborso riepilogativa delle spese sostenute da tutti i partner che hanno partecipato alle attività determinanti dette spese.

Detta Domanda, denominata Domanda Unica di Rimborso (DUR) deve essere corredata da un rapporto di avanzamento del Progetto. A tal fine il CF utilizza il modello messo a disposizione dall'AGU.

2. Ai sensi dell'art. 20 del Reg. (CE) N° 1080/2006, il CF deve assicurarsi che le spese dei partner siano state convalidate dal servizio di controllo e certificazione di primo livello. Il CF è responsabile di verificare la conformità e la congruità delle spese effettivamente sostenute dal partenariato rispetto agli obiettivi previsti dal Progetto con l'obbligo di stornare le spese ritenute non ammissibili.

3. Il CF e il partenariato sono responsabili, nei confronti delle amministrazioni che assicurano il

sur les DUR. Les éventuels intérêts actifs mûris sur le compte bancaire seront portés en déduction de la contribution publique.

5. Le CF italien versera dans les délais les plus brefs les respectives parts du FEDER et de la CN à chacun des Partenaires italiens et seulement les parts du FEDER aux Partenaires français, en fonction des dépenses effectivement soutenues et certifiées et insérées dans une DUR ultérieurement vérifiée par l'AGU et l'ACU. Les partenaires français reçoivent la CN des sujets signataires des lettres de cofinancement.

6. Le CF français reçoit sur un compte bancaire la contribution FEDER, qui lui est versée par l'ACU à valoir sur les DUR, et veille à verser dans les délais les plus brefs aux Partenaires leurs parts respectives, en fonction des dépenses effectivement soutenues et certifiées et insérées dans une DUR ultérieurement vérifiée par l'AGU et l'ACU. Dans ce cas les partenaires italiens reçoivent la CN directement de l'ACU. Les partenaires français reçoivent le CN des sujets signataires des lettres de cofinancement.

7. Les paiements seront effectués au gré de l'octroi effectif des fonds de la part de la Commission. En cas de retard de l'octroi de la contribution de la part de la Commission, aucun droit ne pourra être revendiqué vis-à-vis de l'AGU de la part du CF.

Article 9 - Dégagement d'office

1. Le CF doit veiller à ce que le partenariat respecte les objectifs minimums de dépense en cohérence avec les objectifs globaux du Programme conformément à ce qui est indiqué dans la Fiche Projet et ce qui est précisé ci-de suite au niveau de Projet :

- a) Présentation au STC d'une ou plusieurs DUR pour une capacité financière égale au moins au 20 % du budget avant le 30 novembre 2009,
- b) Présentation au STC d'une ou plusieurs DUR pour une capacité

contributo pubblico per la parte di loro pertinenza, dell'utilizzo delle risorse loro attribuite e della regolarità delle attività realizzate.

4. Il CF italiano riceve su un conto bancario il contributo FESR e il CN, a lui versati dall'ACU a valere sulle DUR. Eventuali interessi attivi maturati sul conto bancario saranno portati in detrazione del contributo pubblico.

5. Il CF italiano verserà senza indugio e comunque entro 45 gg le rispettive quote di FESR e di CN a ognuno dei Partner italiani e le sole quote di FESR ai Partner francesi, in funzione delle spese effettivamente sostenute e certificate e inserite in una DUR ulteriormente verificata dall'AGU e dall'ACU. I partner francesi ricevono il CN dai soggetti firmatari delle lettere di cofinanziamento.

6. Il CF francese riceve su un conto bancario il solo FESR, a lui versato dall'ACU a valere sulle DUR, e provvede a versare senza indugio e comunque entro 45 gg ai partner le rispettive quote, in funzione delle spese effettivamente sostenute e certificate e inserite in una DUR ulteriormente verificata dall'AGU e dall'ACU. In questo caso i partner italiani ricevono il CN direttamente dall'ACU. I partner francesi ricevono il CN dai soggetti firmatari delle lettere di cofinanziamento.

7. I pagamenti saranno effettuati secondo la concessione effettiva dei fondi da parte della Commissione. In caso di ritardo della concessione del contributo da parte della Commissione, nessun diritto potrà essere rivendicato nei confronti dell'AGU da parte del CF.

Articolo 9 - Disimpegno automatico

1. Il CF deve vigilare perché il partenariato rispetti gli obiettivi minimi di spesa coerenti con gli obiettivi complessivi del Programma

finanzière égale au moins au 30 % du budget, outre ce qui a déjà été présenté sous le point a) précédent, avant le 30 novembre 2010,

c) Présentation au STC d'une ou plusieurs DUR pour une capacité financière égale au moins au 40 % du budget, outre ce qui a déjà été présenté sous le point b) précédent, avant le 30 Novembre 2011 ou, si antécédent, à la clôture des activités de Projet,

d) Présentation au STC d'une ou plusieurs DUR pour une capacité financière égale au moins au 10 % du budget, outre ce qui a déjà été présenté sous le point c) précédent, à la clôture des activités de Projet.

Pour ce qui précède, dans le cas où le Projet termine avant le 30 novembre 2011 les pourcentages indiquées aux lettres c) et d) sont cumulées.

2. Le non respect des objectifs de dépense susmentionnés donnera lieu à l'instruction d'une procédure du CD, de dégagement à valoir sur le budget de Projet, à la suite de laquelle le CD pourra décider de rectifier le budget du Projet et une nouvelle répartition de celui-ci entre les Partenaires, proportionnellement à la masse financière non dépensée par chaque Partenaire en se référant aux prévisions de la Fiche Projet.

3. La procédure susmentionnée ci-dessus sera remplie en suivant les indications fournies par le STC.

4. Le Comité de Pilotage du Projet prendra acte du nouveau plan financier à la suite de la rectification citée à l'alinéa précédent.

Article 10 - Réalisation des activités

1. Le CF coordonnera le partenariat de façon à ce que le Projet soit réalisé avec le soin, l'efficacité, la transparence et la diligence requises, selon les meilleures pratiques et conformément avec la

conformemente a quanto indicato nella Scheda progettuale e a quanto di seguito precisato a livello di Progetto :

- a) presentazione all'STC di una o più DUR per una capienza finanziaria pari almeno al 20 % del budget entro il 30 novembre 2009,
- b) presentazione all'STC di una o più DUR per una capienza finanziaria pari almeno al 30 % del budget, oltre a quanto già presentato in forza del precedente a), entro il 30 novembre 2010,
- c) presentazione all'STC di una o più DUR per una capienza finanziaria pari almeno al 40 % del budget, oltre a quanto già presentato in forza del precedente b), al più tardi entro il 30 novembre 2011 o, se antecedente, alla chiusura delle attività di Progetto,
- d) presentazione all'STC di una o più DUR per una capienza finanziaria pari almeno al 10 % del budget, oltre a quanto già presentato in forza del precedente c), alla chiusura delle attività di Progetto.

Per quanto precede, nel caso in cui il Progetto abbia termine in data anteriore al 30 novembre 2011 le percentuali indicate alle lettere c) e d) sono cumulate.

2. Il mancato rispetto degli obiettivi di spesa sopra indicati darà luogo all'istruzione di una procedura del CD di disimpegno a valere sul budget di Progetto, in seguito alla quale il CD medesimo potrà decidere la rettifica del budget del Progetto e una nuova ripartizione dello stesso tra i Partner, in misura proporzionale alla massa finanziaria non spesa da ciascun Partner con riferimento alle previsioni della Scheda progettuale.

3. La procedura di cui sopra verrà esperita sulla base delle indicazioni fornite dall'STC.

présente Convention. Il garantit que les dépenses déclarées par les bénéficiaires qui participent au Projet ont été soutenues en vue de sa réalisation et correspondent aux activités établies entre les bénéficiaires mêmes.

2. Le CF garantit la stabilité du Projet, comme le stipule l'art. 57 du Règ. (CE) N° 1083/2006.

3. Le suivi concernant la bonne exécution du Projet est réalisée grâce à la mise en place de la part de l'AGU d'un système de suivi semestriel des procédures, de l'avancement physique et financier réalisés. Le CF s'engage à utiliser le système de suivi dans les délais et les modalités prévus par celui-ci. L'AGU pourra demander que soient mis en place des suivis extraordinaires.

Article 11 - Modifications au Projet

1. D'éventuelles modifications de Projet, rendues nécessaires par des circonstances non connues au moment de la présentation de la candidature et/ou par le changement du contexte de référence sont autorisées pourvu qu'elles soient opportunément motivées et à condition qu'elles n'altèrent pas la nature et les objectifs du Projet.

2. Attendu ce qui précède, les modifications suivantes sont permises:

- modifications à valoir sur le budget d'un ou plusieurs partenaires par rapport à ce qui est indiqué dans la Fiche Projet et dans le Plan Détaillé des Activités,
- modifications inhérentes à des activités ou des parties de celles-ci.

3. Les procédures de modification devront être accomplies en suivant ce qui est prévu par la documentation de Programme.

4. Les dépenses dont le montant trouve sa capacité grâce à la modification des budgets pourront être soutenues seulement après avoir reçu l'approbation formelle de la modification proposée.

4. Il Comitato di Pilotaggio del progetto prenderà atto del nuovo piano finanziario conseguente alla rettifica di cui al comma precedente.

Articolo 10 - Realizzazione delle attività

1. Il CF coordinerà il partenariato in modo che il Progetto sia realizzato con la cura, l'efficacia, la trasparenza e la diligenza richieste, secondo le migliori pratiche ed in conformità con la presente Convenzione. Garantisce che le spese dichiarate dai beneficiari che partecipano al Progetto sono state sostenute al fine della sua realizzazione e corrispondono alle attività concordate tra i beneficiari medesimi.

2. Il CF garantisce la stabilità del Progetto, come previsto dall'art. 57 del Reg. (CE) N° 1083/2006.

3. La sorveglianza in ordine alla corretta esecuzione del Progetto è realizzata grazie all'istituzione da parte dell'AGU di un sistema di monitoraggio semestrale delle procedure, dell'avanzamento fisico e finanziario realizzati. Il CF si obbliga all'utilizzo del sistema di monitoraggio nei tempi e nei modi da questo previsto. L'AGU potrà chiedere che vengano predisposti dei monitoraggi straordinari.

Articolo 11 - Modifiche al progetto

1. Eventuali modifiche di Progetto, rese necessarie da circostanze non conosciute al momento della presentazione della candidatura e/o dal mutato contesto di riferimento sono consentite purché opportunamente motivate e a condizione che non alterino la natura e gli obiettivi del Progetto.

2. Atteso quanto precede sono consentite le seguenti modifiche:

- modifiche a valere sul budget di uno o più partner rispetto a

Article 12 - Variations dans la composition du partenariat

1. Les variations dans la composition du partenariat ne sont pas autorisées.

2. L'abandon ou l'exclusion d'un ou plusieurs partenaires n'est autorisée que pour des motifs de force majeure dûment justifiés ou bien pour faute grave et réitérée, après délibération du CdP du Projet et approbation du CD du Programme.

3. Dans les cas où l'abandon ou l'exclusion d'un ou plusieurs partenaires détermine la déchéance de la condition préalable obligatoire d'admissibilité constituée par la présence dans le partenariat de deux Etats membres le CD devra s'exprimer sur les modalités de poursuite du Projet.

4. Au cas où un partenaire n'ait pas réalisé complètement les activités qui lui ont été attribuées, celui-ci n'aura pas droit au remboursement des dépenses soutenues exception faite pour celles ayant servi à atteindre les résultats finaux du Projet. Dans ce cas le partenaire est obligé à répéter les dépenses éventuellement déjà remboursées et à l'indemnisation d'éventuels préjudices pour non exécution.

Article 13 - Mesures d'Information et de Publicité

1. Le CF et les Partenaires réaliseront conjointement un plan de communication qui assure une promotion appropriée du Projet aussi bien vis-à-vis des groupes cible que vis-à-vis du grand public.

La documentation, les publications et les événements réalisés dans le cadre du Projet doivent préciser qu'ils ont reçu une contribution du FEDER dans le cadre du Programme Opérationnel Italie-France «Maritime» 2007-2013 et de toutes les façons doivent respecter les dispositions prévues par le Règ. (CE) 1828/2006 Chapitre II Section I, concernant les mesures d'Information et Publicité, et ce qui est prévu par la documentation du Programme avec une référence

quanto indicato nella Scheda progettuale e nel Piano di Dettaglio delle Attività,

- modifiche inerenti attività o parti di esse.

3. Le procedure di modifica dovranno essere esperite seguendo quanto previsto dalla documentazione di Programma.

4. Le spese il cui importo trovi capienza grazie alla modifica del budget potranno essere sostenute solo dopo aver ricevuto formale approvazione della modifica proposta.

Articolo 12 - Variazioni nella composizione del partenariato

1. Non sono consentite variazioni nella composizione del partenariato.

2. Il ritiro o l'esclusione di uno o più partner è consentito unicamente per cause di forza maggiore debitamente giustificate o per inadempienza grave e reiterata, previa delibera del CdP del Progetto ed approvazione del CD del Programma.

3. Nei casi in cui il ritiro o l'esclusione di uno o più partner determini il venir meno del requisito obbligatorio di ammissibilità costituito dalla presenza nel partenariato dei due Stati membri il CD dovrà esprimersi in ordine alle modalità di prosecuzione del Progetto.

4. Nel caso in cui un partner non abbia realizzato per intero le attività ad esso assegnate questo non avrà diritto al rimborso delle spese sostenute eccezion fatta per quelle funzionali al conseguimento dei risultati finali del Progetto. In questo caso il partner è obbligato alla ripetizione delle spese eventualmente già rimborsate e all'indennizzo di eventuali danni per inadempimento.

Articolo 13 - Misure di Informazione e Pubblicità

particolare a la charte graphique.

2. Tout avis ou publication reliés au Projet, quelle que soit sa forme et par n'importe quel média, y compris Internet, devra indiquer qu'il reflète l'opinion de l'auteur et que l'AGU n'est pas responsable d'une utilisation qui pourrait être faite des informations contenues.

3. L'AGU est autorisée à publier, quelle que soit la forme ou le média, y compris Internet, les informations suivantes:

- le nom du CF et de ses partenaires,
- le titre et l'objet du Projet,
- le montant de la contribution publique octroyée et le pourcentage du coût total du Projet couvert par le financement,
- le rapport final du Projet,
- toute information inhérente au Projet qui ne contienne pas de nouvelles à caractère réservé.

4. Le CF s'engage à envoyer à l'AGU un exemplaire de tout le matériel publicitaire et d'information réalisé. De plus, le partenariat autorise le STC, l'AGU et la Commission européenne à utiliser ce matériel pour montrer comment la contribution a été utilisée.

5. Toute information, apparition dans les médias ou publicité du Projet doit être communiquée au STC.

6. Le partenariat s'engage à inviter l'AGU et/ou le STC à l'occasion de tout événement public.

Article 14 - Droits de Propriété

1. Le partenariat de Projet doit garantir que tous les produits développés dans le cadre du Projet cofinancé par le Programme Opérationnel Italie-France «Maritime» 2007-2013, seront libres de droits et donc de domaine public, dans le respect des normes communautaires et des lois nationales sur la propriété intellectuelle.

2. L'AGU se réserve le droit d'utiliser les produits réalisés dans le cadre du Projet pour ses activités de communication et d'information.

3. En cas de droits préexistants à valoir

1. Il CF e i partner realizzeranno congiuntamente un piano di comunicazione che assicuri una promozione adeguata del Progetto sia nei confronti dei gruppi target che nei confronti del grande pubblico.

La documentazione, le pubblicazioni e gli eventi realizzati nell'ambito del Progetto devono precisare di aver ricevuto un contributo FESR nell'ambito del Programma Operativo Italia-Francia "Marittimo" 2007-2013 e comunque devono rispettare le disposizioni previste dal Reg. (CE) 1828/2006 Capo II Sez.I, relativo alle misure di Informazione e Pubblicità, e quanto previsto dalla documentazione di Programma con particolare riferimento al Manuale di Stile.

2. Qualsiasi avviso o pubblicazione collegati al Progetto, sotto qualsiasi forma e tramite qualsiasi mezzo, compreso Internet, dovrà indicare che trattasi di opinione dell'autore e che l'AGU non è responsabile di un utilizzo che potrebbe essere fatto delle informazioni contenute.

3. L'AGU è autorizzata a pubblicare sotto qualsiasi forma e tramite qualsiasi mezzo, compreso Internet, le informazioni seguenti:

- il nome del CF e dei suoi partner
- il titolo e l'oggetto del Progetto
- l'importo di contributo pubblico concesso e la percentuale del costo totale del Progetto coperto dal finanziamento
- la localizzazione geografica del Progetto
- il rapporto finale del Progetto
- qualsiasi informazione inerente il progetto che non contenga notizie di tenore riservato.

4. Il CF si impegna ad inviare all'AGU un esemplare di tutto il materiale pubblicitario e d'informazione realizzato. Inoltre, il partenariato autorizza l'STC, l'AGU e la

sur des produits déjà réalisés par un ou plusieurs partenaires et mis à disposition du Projet, ces droits seront reconnus à condition que les partenaires intéressés en donnent communication préalable et que le partenariat se soit exprimé de manière favorable.

4. Le partenaire qui met à disposition des produits réalisés en-dehors du cadre de référence du Projet doit en informer au préalable le CF, qui doit veiller afin que ces produits ne fassent pas l'objet de financement à valoir sur les ressources du Projet.

5. Le partenariat assure, sous la surveillance du CF, le plein respect de ce que prévoit l'art. 55 du Règ. (CE) N° 1083/2006 en matière de génération de recettes.

Article 15 - Confidentialité

1. Bien que la réalisation du Projet soit de nature publique, quelques informations échangées entre le CF et les Partenaires, entre les Partenaires eux-mêmes ou entre le partenariat et les organismes de gestion du Programme, peuvent être confidentielles si opportunément motivées. Dans ce cas il est demandé que soient circonsciés les destinataires et les moyens de diffusion par rapport auxquels la confidentialité doit être garantie. On rappelle toutefois l'obligation de se conformer à la législation en vigueur en matière de protection de la vie privée.

Article 16 - Droit de résiliation

1. L'AGU, après consultation du CD, a le droit de résilier la présente Convention. Dans ce cas la contribution déjà versée devra être reversée à l'AGU partiellement ou totalement.

Au cas où les activités du Projet n'aient pas été réalisées entièrement, le partenariat n'aura pas droit au remboursement des dépenses soutenues sauf pour les dépenses permettant d'atteindre les résultats finaux du Projet. Dans ce cas le partenariat, par le biais du

Commissione europea ad utilizzare questo materiale per mostrare come è stato utilizzato il contributo.

5. Qualsiasi informazione, apparizione nei media o pubblicità del Progetto deve essere comunicata all'STC.

6. Il partenariato si impegna ad invitare l'AGU e/o l'STC in occasione di ogni evento pubblico.

Articolo 14 - Diritti di Proprietà

1. Il partenariato di Progetto deve garantire che tutti i prodotti sviluppati nell'ambito del Progetto cofinanziato dal Programma Operativo Italia-Francia "Marittimo" 2007-2013, saranno liberi da diritti e dunque di dominio pubblico, nel rispetto della normativa comunitaria e delle leggi nazionali sulla proprietà intellettuale.

2. L'AGU si riserva il diritto di utilizzare i prodotti realizzati nell'ambito del Progetto per le sue attività di comunicazione e informazione.

3. In caso di diritti preesistenti a valere su prodotti già realizzati da uno o più partner e messi a disposizione del Progetto, tali diritti saranno riconosciuti a condizione che i partner interessati ne diano comunicazione preventiva e che il partenariato si sia espresso in senso favorevole.

4. Il partner che metta a disposizione prodotti realizzati fuori del quadro di riferimento del Progetto deve darne preventiva notizia al CF, il quale deve vigilare affinché detti prodotti non siano oggetto di finanziamento a valere sulle risorse del Progetto.

5. Il partenariato assicura, sotto la vigilanza del CF, il pieno rispetto di quanto previsto dall'art. 55 del Reg.(CE) N° 1083/2006 in tema di generazione di entrate.

Articolo 15 - Riservatezza

1. Pur essendo la realizzazione del Progetto di natura pubblica, alcune informazioni scambiate tra il CF e i

CF, est tenu à la restitution des frais éventuellement déjà remboursés et à l'indemnisation d'éventuels préjudices causés pour non exécution.

2. L'AGU peut exercer le droit de résiliation dans les cas suivants:

- le CF a fait des déclarations mensongères au moment de la signature de la présente Convention;
- le CF a obtenu la contribution grâce à de fausses déclarations ou à des déclarations incomplètes;
- le Projet n'a pas été entièrement réalisé ou il ne pourra pas l'être en obtenant les résultats et les produits prévus, ou bien il n'a pas été ou ne peut pas être réalisé dans les délais prévus;
- le CF n'a pas présenté les certifications ou les rapports requis, ou il n'a pas fournis les informations requises, à condition que le CF ait reçu un rappel à l'ordre écrit avec l'indication d'une date limite appropriée et avec la précision explicite des conséquences juridiques d'un non respect des obligations et qu'il n'ait pas respecté cette date limite ;
- le CF n'a pas signalé immédiatement les événements qui ont causé des retards ou des empêchements dans la réalisation du Projet, ou toute autre circonstance qui ait comporté sa modification;
- le CF entrave et/ou empêche les activités de contrôle et/ou d'audit conduites par les organismes préposés à la gestion et au contrôle du Programme.

3. Si l'AGU exerce son droit de résiliation, le montant remboursable donnera lieu a des intérêts, qui courent à partir du jour du remboursement effectif. Le taux d'intérêt sera déterminé conformément à l'art. 102 Règ (CE) N° 1083/2006.

4. Si une quelconque circonstance susmentionnée se produit avant que la totalité du montant ait été liquidée au CF, les paiements courants pourront être

Partner, fra i Partner stessi o fra il partenariato e gli organismi di gestione del Programma, possono essere confidenziali ove opportunamente motivato. In tal caso è richiesto che vengano circostanziati i destinatari ed i mezzi di diffusione rispetto ai quali la riservatezza deve essere garantita. Si ricorda comunque l'obbligo di conformarsi alla legislazione vigente in materia di privacy.

Articolo 16 - Diritto di recesso

1. L'AGU, sentito il CD, ha diritto di recesso dalla presente Convenzione con reintegro parziale o totale del contributo versato.

Nel caso in cui le attività del Progetto non siano state realizzate per intero il partenariato non avrà diritto al rimborso delle spese sostenute eccezion fatta per quelle funzionali al conseguimento dei risultati finali del Progetto. In questo caso il partenariato è obbligato, per il tramite del CF, alla ripetizione delle spese eventualmente già rimborsate e all'indennizzo di eventuali danni per inadempimento.

2. L'AGU può esercitare il diritto di recesso nei seguenti casi :

- il CF ha reso dichiarazioni mendaci al momento della firma della presente Convenzione ;
- il CF ha ottenuto il contributo grazie a dichiarazioni false o incomplete ;
- il progetto non è stato interamente realizzato o non potrà esserlo ottenendo i risultati e i prodotti previsti, o non è stato o non può essere realizzato nei tempi previsti ;
- il CF non ha presentato le certificazioni o i rapporti richiesti, o non ha fornito le informazioni richieste, a condizione che il CF abbia

interrompus.

Article 17 - Litiges

1. Le CD du Programme sera appelé à régler d'éventuels conflits entre AGU et CF. Si ledit organe ne parvient pas à régler le conflit, le différend sera transmis au Comité de Suivi.

2. Le CdS tranchera sur le conflit, par décision inopposable, en ordonnant à l'AGU et au CF de se conformer à la décision qu'il a proposée.

3. Les parties sont tenues de se conformer à la décision du CdS dans les 30 jours suivant la décision. En cas d'impossibilité de recomposer le différend dans les délais de la décision qui devra être remise aux autorités judiciaires compétentes, le financement du Projet sera suspendu sauf pour ce qui concerne les éventuelles actions de recouvrement/ou de dédommagement.

Article 18 - Dispositions conclusives

1. Toute la correspondance entre CF et AGU et STC se fera dans la langue du CF. En général la correspondance devra être transmise par courrier électronique et seulement quand ce n'est pas possible ou demandé expressément par l'AGU ou le STC par courrier ordinaire ou recommandé.

Toutes les communications devront porter l'acronyme et le numéro d'identification du Projet.

2. Toute modification de la présente Convention, y compris les annexes, devra faire l'objet d'un amendement qui devra être soumis par écrit. Les modifications pouvant avoir des effets sur les rapports juridiques régis par la Convention Interpartenariale comporteront la révision de celle-ci également.

3. Si une ou plusieurs dispositions de la présente Convention sont déclarées nulles ou inapplicables par une autorité judiciaire compétente, les parties s'engagent à faire la modification.

4. Les changements d'orientation font

ricevuto un richiamo scritto con l'indicazione di una data limite appropriata e con la precisazione esplicita delle conseguenze giuridiche di un mancato rispetto degli obblighi e che non abbia rispettato questa data limite ;

- il CF non abbia segnalato immediatamente gli eventi che hanno causato ritardi o impedimenti nella realizzazione del Progetto, o qualsiasi circostanza che abbia comportato la sua modifica ;
- il CF ostacola e/o impedisce le attività di controllo e/o di audit condotte dagli organismi preposti alla gestione e al controllo del Programma.

3. Se l'AGU esercita il suo diritto di recesso, l'importo rimborsabile sarà produttivo d'interessi, che decorrono dal giorno del rimborso effettivo. Il tasso d'interesse sarà determinato conformemente all'Art. 102 Reg (CE) N° 1083/2006.

4. Se una qualsiasi circostanza sopra indicata si produce prima che la totalità dell'importo sia stata liquidata al CF, i pagamenti correnti potranno essere interrotti.

Articolo 17- Controversie

1. Il CD del Programma sarà chiamato a dirimere eventuali conflitti fra AGU e CF. Qualora tale organo non riesca e dirimere il conflitto, la questione sarà trasmessa al Comitato di Sorveglianza.

2. Il CdS deciderà sul conflitto, con decisione inappellabile, ordinando all'AGU e al CF di conformarsi alla decisione da essa proposta.

3. Le parti sono tenute a conformarsi alla decisione del CdS entro 30 giorni. In caso di impossibilità di ricomporre il litigio nelle more della decisione che dovrà essere rimessa alle autorità giudiziarie competenti, il

l'objet d'une simple notification tout comme les modifications relatives au compte courant bancaire. Lesdites modifications doivent être mentionnées dans la DUR et accompagnées d'une nouvelle fiche financière dûment remplie.

5. La présente Convention est conforme aux dispositions de la loi italienne. Le tribunal compétent est celui de Florence.

6. La présente Convention est rédigée en deux exemplaires. Chaque exemplaire devra être paraphé sur chaque page et signé et cacheté au bas par le CF et par l'AGU.

Article 19 - Domicile

1. Le CF élit son propre domicile à l'adresse indiquée dans l'Annexe 1 (Fiche Projet) de la présente Convention; toutes les communications seront transmises à cette adresse.

2. Tout changement de domicile du CF fera l'objet d'une notification de celui-ci à l'AGU 15 jours au plus tard après ladite modification.

finanziamento del Progetto verrà sospeso fatte salve le eventuali azioni di recupero e/o di rivalsa.

Articolo 18 - Disposizioni conclusive

1. Tutta la corrispondenza fra CF e AGU e STC sarà effettuata nella lingua del CF. In generale la corrispondenza dovrà essere trasmessa via e-mail e solo ove non possibile o espressamente richiesto dall'AGU o STC per posta ordinaria o raccomandata.

Tutte le comunicazioni dovranno recare l'acronimo e il numero identificativo del Progetto.

2. Qualsiasi modifica della presente Convenzione, compresi gli allegati, dovrà essere oggetto di un emendamento e dovrà essere fatta per iscritto. Le modifiche che dovessero avere effetti sui rapporti giuridici regolati dalla Convenzione Interpartenariale comporteranno la revisione anche di quest'ultima.

3. Se una o più disposizioni della presente Convenzione sono dichiarate nulle o inapplicabili da un'autorità giudiziaria competente, le parti si impegnano alla modifica.

4. I cambiamenti di indirizzo sono oggetto di semplice notifica così come le modifiche relative al conto corrente bancario. Tali modifiche devono essere menzionate nella DUR ed accompagnate da una nuova scheda finanziaria debitamente riempita.

5. La presente Convenzione è conforme alle disposizioni della legge italiana. Il tribunale competente è quello di Firenze.

6. La presente Convenzione è redatta in due esemplari. Ogni esemplare dovrà essere siglato in ogni sua pagina e firmato e timbrato in calce dal CF e dall'AGU.

Articolo 19 - Domicilio

1. Il CF elegge il proprio domicilio all'indirizzo indicato all'Allegato 1 (Scheda Progettuale) della presente Convenzione; tutte le comunicazioni saranno trasmesse a questo indirizzo.
2. Ogni cambiamento di domicilio del CF sarà da questo notificato all'AGU entro 15 giorni dall'avvenuta modifica.

Letto, confermato ed approvato a/Lu, confirmé et approuvé à
.....il / le
.....

Per l’Autorità di Gestione Unica / Pour l’Autorité de Gestion Unique :

.....
.....
(Nome, Cognome e Funzione del firmatario / Prénom, Nom et Fonction du signataire)

Firma e timbro / Signature et cachet

.....
.....

Letto, confermato ed approvato a/Lu, confirmé et approuvé à
.....il / le
.....

Per il Capofila / Pour le Chef de file :

Ange SANTINI Président du Conseil Exécutif
(Nome, Cognome e Funzione del Firmatario / Prénom, Nom et Fonction du Signataire)

Firma e timbro / Signature et cachet

.....
.....